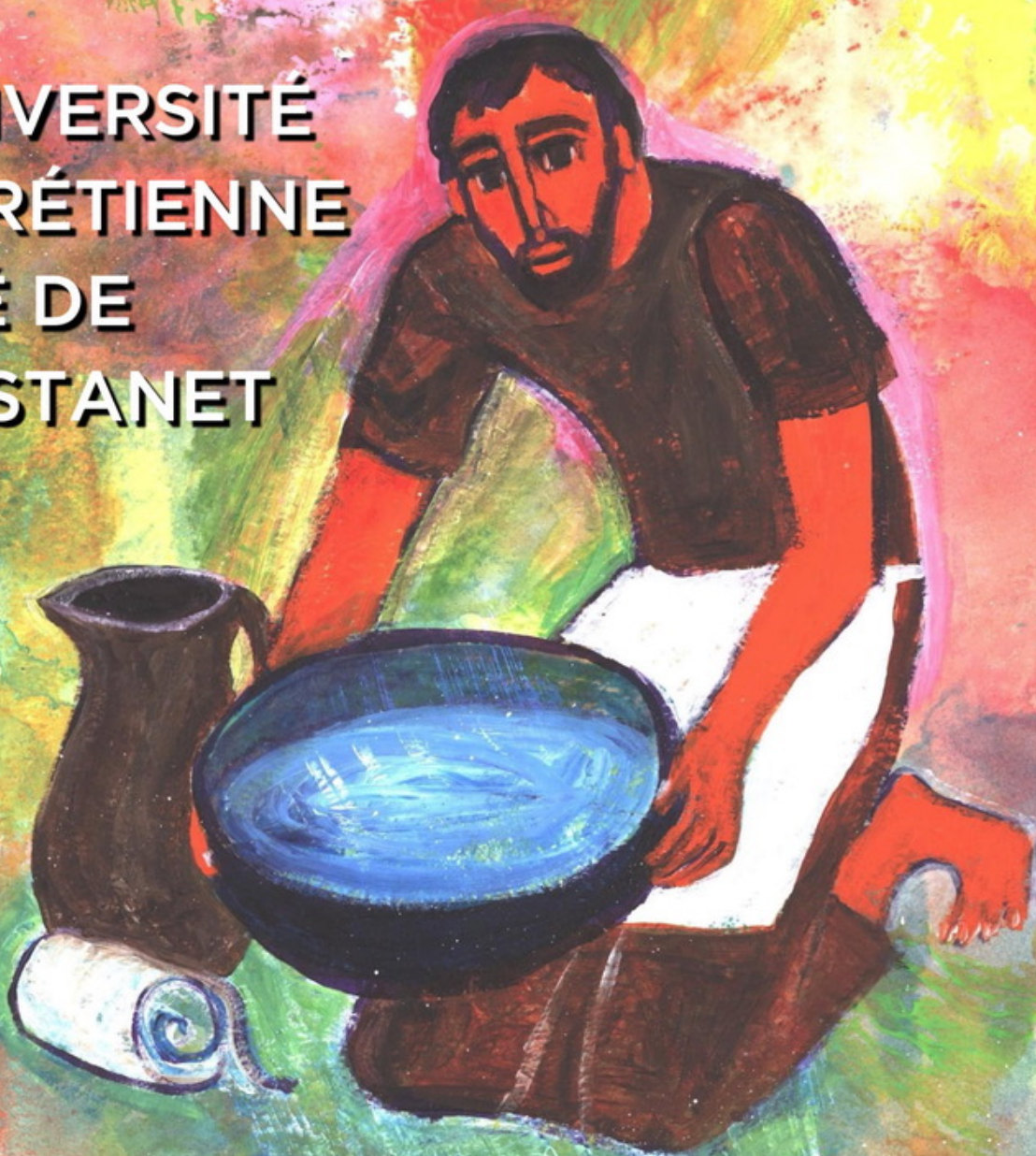


14^{ÈME}

UNIVERSITÉ
CHRÉTIENNE
D'ÉTÉ DE
CASTANET



Bertha
2020

Servir l'humain

Actes 2022

Retour sur les conférences...



ucec-castanet.com

ACTES 2022



CONFÉRENCES

Michel WOLKOWITSKY Chanteur,
directeur du festival de Sylvanès



5

L'AVENTURE DE SYLVANÈS, CULTURE
ET SPIRITUALITÉ



Jean-Claude SKRELA Joueur de
rugby, entraîneur

11

TRANSFORMER L'ESSAI

Frère Bernard Moine jardinier, abbaye
d'En Calcat



13

COMMENT LA PRIÈRE
CHANGE-T-ELLE MON SERVICE ?



France MOSCHETTA Médecin
généraliste

17

AU CHEVET DE L'HOMME MALADE

Xavier NORMAND Maire de Castanet



21

SERVIR LE BIEN COMMUN



Marie-Christine MONNOYER
Titulaire de la chaire Jean Rhodain de l'ICT

29

SERVIR L'HUMAIN PAR LE
NUMÉRIQUE, UN DÉFI ?



L'histoire d'un lieu

L'histoire de l'Abbaye de Sylvanès est à la fois très récente et immémoriale. Son retour à la vie approche le demi-siècle, bientôt cinquante ans, mais ses fondations ont, elles, déjà près de 900 ans.

Les origines primordiales du lieu sont déjà légendaires. A la fin du XI^e siècle, en 1098, au cœur de l'apogée médiévale d'une France catholique et missionnaire naît l'ordre cistercien, une réforme inspirée par Robert de Molesmes et Etienne Harding. Bernard de Clairvaux, entré dans cet ordre en 1115, sera celui qui en assurera définitivement la pérennité. Cette réforme prend sa source dans des divergences théologiques et esthétiques avec l'Abbaye de Cluny. En effet, Cluny représente pour les fondateurs de l'ordre cistercien une déviation de l'idéal chrétien des premiers siècles dans une volonté de pouvoir et de richesse exprimée par un luxe esthétique et ornemental outrageusement futile et coûteux. En réaction, Cîteaux s'impose comme un retour aux sources pures des Evangiles, au christianisme des premiers jours dans son idéal apostolique. Face aux richesses de Cluny, Cîteaux défendra l'ascèse et le dépouillement, la simplicité et la grandeur, le travail et l'étude, la liturgie et la prière, la foi sans décorum pour que puisse se parfaire le lien au divin dans une référence réaffirmée à la Règle de Saint Benoît. Dans cet appel des origines où la nostalgie du désert et de la solitude érémitique joue un rôle essentiel, se déploie une nouvelle conception de la vie monastique retranchée du monde tout en s'y réalisant, dans une théorie et une pratique de l'ascèse, un mode de gouvernement démocratique et fraternel et un modèle économique et social reposant sur une relation neuve et épurée à la foi des Evangiles. On connaît le développement fulgurant de cette réforme : plus de 525 fondations à la mort de Saint Bernard en 1153 couvrent toute l'Europe et 742 monastères en 1675 quand l'ordre atteindra son apogée !

L'histoire de l'abbaye de Sylvanès appartient à Cîteaux mais elle trouve aussi une forme romanesque médiévale, dans le conte et la légende. C'est la légende d'un seigneur médiéval à la réputation de brigand, Pons de Lérans, détrousseur émérite, pillard de grands chemins qui une nuit de Noël sera touché par la grâce divine. Illuminé par la repentance, notre pécheur expie publiquement ses fautes, restitue selon la légende les produits de ses rapines, se fait pèlerin et vit avec ses compagnons une vie d'ermite dans les forêts d'un lieu appelé Silvanium. Devant une communauté grandissante et difficilement gouvernable, il décide de se rattacher à un ordre. Ce sera celui de Cîteaux, qui semble correspondre profondément avec son idéal de vie. C'est donc de l'abbaye de Mazan qu'en 1136 des moines cisterciens viendront rejoindre Pons de Lérans, pour fonder un nouveau monastère cistercien. C'est de la même abbaye de Mazan que simultanément des moines partiront fonder l'abbaye du Thoronet.

L'Abbaye de Sylvanès appartient à cette grande lignée de constructions monastiques où s'inscrivent le Thoronet, Sénanque et Silvacane... autant de lieux privilégiés où s'épanouissent, pendant de longs siècles, l'accord très rare de l'homme spirituel avec la terre, la nature et les pierres.

La construction de l'abbatiale commencera en 1151. L'apogée sera brève (13^e et 14^e siècles) mais brillante. A la veille de la révolution, seuls 4 abbés commendataires assurent encore le service divin. La suite n'est qu'un long crépuscule, les affres révolutionnaires avec en 1791 la vente des biens nationaux, le Concordat, la Restauration qui sera à Sylvanès une période de destruction massive des bâtiments monastiques. L'abbaye va alors connaître plus d'un siècle et demi d'abandon, et de ruines. L'église, fort heureusement, va retrouver dès 1801 une activité d'église paroissiale. Les bâtiments monastiques seront en grande partie démantelés et serviront de carrière de pierres. Seuls resteront la sacristie, la salle capitulaire et le scriptorium qui sera transformé en ferme servant de basse-cour et de bergerie, ainsi que l'ancien logis abbatial.



La renaissance

En 1970, le maire du village, Emile Castan, conscient de l'importance de ce patrimoine, obtint le rachat de tout l'ensemble monumental de Sylvanès et de son périmètre archéologique. A partir de là, l'histoire de l'abbaye sera une longue histoire d'amitié, de rencontres et de bien sûr de musique.

C'est en 1970, à 17 ans, alors que je suis lycéen à Toulouse, que je rencontre André Gouzes. Je rejoins la chorale qu'il vient de créer et je vais avoir le bonheur de participer au renouveau liturgique du couvent des Dominicains de Toulouse avec un groupe de jeunes étudiants qui va se constituer autour de lui. C'est là qu'il va poursuivre son travail de compositeur pour les besoins de sa communauté dominicaine, la « Liturgie Tolosane des Frères Prêcheurs ».

Je découvrirai l'abbaye de Sylvanès en 1972. À l'issue d'une Semaine Sainte intense, André me proposera de venir le rejoindre en Aveyron, à Brusque, dans son village natal. Par une après-midi pluvieuse d'avril, nous irons au petit village rural de Sylvanès pour visiter son abbaye. Quand nous sommes entrés dans l'église abbatiale, je me souviens d'avoir été ébloui par la splendeur architecturale de cette immense nef, entièrement recouverte de moisissures jusqu'au sommet de ses voûtes. Nous avons bien sûr chanté, envoutés par cette magnifique résonance qui fait de l'église de Sylvanès l'une des plus pures acoustiques cisterciennes de France. Nous avons ensuite visité la salle capitulaire et l'ancien scriptorium qui avait servi pendant plus d'un siècle de bergerie et qui venait d'être libéré de ses brebis. Mais quand nous sommes montés dans l'ancien logis abbatial délabré, aux plafonds effondrés, nous nous sommes mis à imaginer tout ce que nous pourrions faire pour restaurer et faire vivre les lieux, si un jour il nous était confié. Rêve prémonitoire éveillé de tout ce que nous avons réalisé par la suite...

En 1974, André rencontre Emile Castan qui lui exprime son souci devant l'avenir de ce patrimoine grandiose dont la charge s'avère trop lourde pour une petite commune rurale. Il avoue avoir été contacté par des acquéreurs potentiels suisses et belges et qu'il hésite, bien conscient que l'histoire de son village est étroitement liée à l'histoire et au devenir de l'abbaye. Bien sûr, André l'exhorte à ne pas céder à la facilité et d'attendre.

C'est à la suite de cette entrevue que, durant l'été 1975, il entrainera à Sylvanès notre groupe d'étudiants. Nous allons occuper les lieux qui étaient dans un état de délabrement inimaginable et là, nous allons chanter, nettoyer et surtout rêver. Le lieu nous séduit, nous touche au cœur. Il faut faire quelque chose pour le sortir de l'oubli et de la ruine.

En septembre, nous rejoignons tous nos études à Toulouse. André, lui, décide de rester, avec l'autorisation de ses supérieurs et avec l'aval de l'Évêque. Il s'installe à l'abbaye et reprend la cure de la paroisse, à la grande joie de tous les habitants. Ce sera le premier acte fondateur d'engagement et d'enracinement de notre aventure.

C'est en juillet 1976 que nous créons l'association « Les Amis de l'Abbaye de Sylvanès » pour porter cet ambitieux projet se donnant pour but de « préserver et promouvoir la nature propre de l'abbaye, en remettant en valeur son patrimoine architectural, culturel et spirituel à la fois par la restauration, l'animation et la création ». Elle va présider au développement de l'abbaye dont la vocation sera de devenir un haut lieu liturgique de spiritualité et d'art sacré mais aussi un centre de rencontres culturelles, musicales, artistiques et éducatives. Nous avons alors conscience que ce lieu allait pouvoir se mettre au service de nos contemporains en quête de sens et de spiritualité, dans une démarche d'accueil, de rencontre, de dialogue, de réflexion et de partage.

Signée le 15 février 1978, la Charte culturelle de l'Aveyron, impliquant la commune et l'association aux côtés des pouvoirs publics, allait permettre de lancer une dynamique afin d'accélérer la reconquête sur les ruines et l'abandon et d'offrir des lieux convenables à sa mission. En 1982, la commune cédera par bail emphytéotique la gestion, l'entretien et l'animation du monument à l'Association des Amis de l'Abbaye de Sylvanès pour une durée de 99 ans. Une démarche singulière de restauration du patrimoine a permis de recréer un espace d'accueil dans les bâtiments monastiques, d'entreprendre une restauration systématique des parties classées et d'équiper l'abbaye en matériel pour sa double mission d'hospitalité et d'animation. De 1978 à 2010, la restauration, les aménagements du site et la création de ses structures d'accueil et d'animation ont injecté dans l'économie locale plus de 10 millions d'euros, les travaux ayant été réalisés à 80% par des entreprises locales.

Pendant près de 40 ans, nous avons animé et fait vivre ce lieu dans une gouvernance bicéphale que nous avons portée ensemble avec André, lui pour la dimension pastorale et la création musicale liturgique, moi pour la dimension culturelle, artistique et éducative.

Permettez-moi de rappeler l'immense travail de création musicale qu'André a pu réaliser à Sylvanès.

André Gouzes, prêtre Dominicain de la Province de Toulouse, liturgiste et compositeur de musique sacrée, est originaire de l'Aveyron. Il est mondialement connu pour son rôle marquant dans le renouveau liturgique post-conciliaire. L'essentiel de son œuvre, un corpus liturgique de plus de 3000 pages, connu sous le générique de « Liturgie Chorale du Peuple de Dieu » est certainement l'un des plus importants écrits en langue française, mais aussi, en partie, traduit en allemand, italien, anglais, espagnol, norvégien, suédois, japonais et polonais. Sur des textes de la Bible et des écrits des Pères de l'Église, il compose une musique qui s'inspire et fait revivre les plus authentiques traditions musicales du christianisme : chant grégorien, chorals de la Réforme, polyphonie ancienne, chants populaires... sans oublier la modalité slavo-byzantine. Il restaure ainsi une mémoire de la foi, portée par cette liturgie profondément enracinée dans la tradition des premiers siècles mais capable d'un langage contemporain, largement ouvert au Peuple de Dieu qui tout entier est l'acteur de la liturgie.

Aujourd'hui, l'abbaye de Sylvanès n'est pas seulement de la belle pierre restaurée. Elle est lieu vie. Pas seulement du passé, mais solidement enracinée dans le présent où se pense, se prépare et se bâtit l'avenir qui vient. Sylvanès est un lieu très rare « d'alchimie culturelle » où se rejoignent la richesse menacée d'un patrimoine et d'une mémoire, un milieu humain complice et solidaire, et une vaste mission culturelle et spirituelle dont le rayonnement s'étend à travers toute la France, l'Europe et au-delà. Point fort du tourisme culturel en Aveyron, elle est Grand Site Midi d'Occitanie aux côtés de Millau et Roquefort.

Depuis 2013, je poursuis l'aventure que je dirige seul avec une équipe solide et motivée. André est malheureusement dans l'enfermement et l'isolement de la maladie d'Alzheimer depuis plusieurs années.

Labellisée CCR (Centre Culturel de Rencontre) en 2015 par le ministère de la Culture, l'abbaye prend place désormais au rang des grands centres culturels de rencontre nationaux, en milieu rural, dans un patrimoine historique réhabilité, déployant un riche programme d'actions culturelles, musicales, artistiques et éducatives. Elle est une riche expérience et un exemple très réussi d'aménagement du territoire et de développement économique et social du monde rural par la culture et le tourisme culturel.

Cette aventure est un signe d'espérance et de démenti des fatalités, prouvant que la conviction et le courage créateur sont la racine et la force de toute vraie culture qui seule permet de vivre et d'aimer.

Un centre culturel de rencontre

C'est donc en mai 2015, forte de plus de 40 ans d'activités culturelles, artistiques et éducatives, que l'abbaye a été labellisée CCR (Centre Culturel de Rencontre). Les CCR sont généralement des monuments anciens, qui ont perdu leur vocation première, et qui connaissent un renouveau à travers un projet culturel et artistique d'intérêt général qui contribue non seulement à la restauration et à l'entretien mais surtout à faire de ces lieux des espaces d'accueil, de vie, de rencontre, de création et d'innovation.

Les CCR ont pour objectifs principaux de :

- Mettre en valeur du patrimoine.
- Favoriser, grâce à l'éducation artistique et culturelle, un accès équitable et la participation la plus large possible à la culture et aux arts en général.
- Être des lieux de création, d'innovation culturelle, favorisant la présence artistique dans les territoires prioritaires grâce aux résidences d'artistes.
- Créer des espaces de rencontre et de réflexion sur les évolutions de nos sociétés et sur le monde de la culture plus particulièrement.
- Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes et des jeunes créateurs.
- Contribuer au développement touristique et économique des territoires ruraux.

Chaque CCR poursuit et développe de manière transversale son projet autour d'une thématique spécifique. A Sylvanès, la thématique qui a été choisie est « Musiques et dialogues des cultures - Expérimenter, Partager, Transmettre », autour de 5 pôles d'actions prioritaires :

1. *Un pôle patrimoine, découverte et interprétation du site* : valorisation et développement de l'attractivité touristique du site, accompagnement de la commune, propriétaire, dans tous les projets d'extension ou d'aménagement des bâtiments.
2. *Un pôle de diffusion, création et production musicale* : « Festival de musiques sacrées - musique du monde », commandes d'œuvres auprès de compositeurs contemporains, résidences d'artistes, bibliothèque musicale.
3. *Un pôle de formation et de pédagogie du chant pour amateurs et professionnels* : stages de chant, ateliers choral-production et de direction de chœur, ateliers lyriques, classes de maître, chœurs et ensembles professionnels, formation de formateurs.
4. *Un pôle d'éducation et de pratiques artistiques et culturelles* : diverses actions favorisant l'accès de tous au patrimoine, aux arts et à la culture.
5. *Un centre de rencontre sur le dialogue interculturel* : colloques et séminaires sur diverses thématiques touchant à la diversité des expressions culturelles, artistiques et musicales, au dialogue des cultures et des religions et à des thèmes d'actualité.

Conclusion

Un lieu où la culture prend de l'âme

Très vite, ce lieu a exercé, et exerce toujours, sur nous une profonde exigence par son histoire, ses racines et par là même son sens profond. Il a été bâti par des hommes qui avaient quitté les attraits et les richesses matérielles de ce monde pour vivre l'aventure spirituelle. Cette paix qu'ils étaient venus chercher dans la vie monastique et sa règle, ils ont su, au cours des siècles, la traduire par leurs prières et leurs chants dans l'immensité des voûtes abbatiales et l'imprimer à la pierre. C'est cela qui fait la splendeur des édifices chrétiens comme Sylvanès. Ils portent l'empreinte, laissée par la louange des hommes, de la présence de Dieu. A Sylvanès, les pierres transpirent cette mystérieuse présence qui fait de l'abbatiale un lieu authentiquement spirituel. C'est aussi un lieu véritablement sacré où, depuis près de neuf siècles, se célèbre et se vit la liturgie.

Depuis 47 ans, nous nous sommes laissés guidés par le sens profond de ce lieu qui est devenu une riche et inépuisable source d'inspiration, non seulement pour nos programmes culturels et musicaux mais aussi dans notre manière d'être, de vivre et de travailler à l'abbaye. Aujourd'hui je puis dire que rien n'est laissé au hasard dans la conception de nos activités de concerts, de stages, de colloques et de voyages. Après tant d'années, l'abbaye a confirmé sa volonté d'être un haut lieu culturel et musical privilégié qui, à travers la musique, les chants et la danse sacrés, l'éducation artistique et la médiation culturelle, œuvre à la rencontre des cultures, des religions et des hommes dans la confrontation, le respect mutuel et le dialogue de leurs riches diversités, pour une voie possible d'espérance et de paix et pour tenir à distance toute barbarie. Ici, très souvent, dans cet écrin de pierre, nous dépassons l'esprit même du concert traditionnel pour assister à une sorte de « célébration », car, dans cette acoustique exceptionnelle et dans cet espace sacré porteur de signification, ces musiques retrouvent leur vérité et par là même la beauté qui est l'éclat de cette vérité. L'abbatiale est un lieu sacré par excellence qui rend justice de l'âme et du sens de ces musiques. C'est un lieu où la musique reprend son âme en retrouvant ses racines et son sens.

L'architecture du lieu et la vie qui s'y déroule, dans sa qualité de rencontre d'accueil, de convivialité et de partage, est un choc pour beaucoup de nos hôtes et particulièrement pour les musiciens et les artistes qui sont à l'écoute. Les dimanches d'été où il y a des concerts, ils assistent à un passage tout à fait naturel entre la liturgie dominicale, à laquelle souvent ils assistent ou participent, et la mise en place du concert. C'est une expérience forte qui en interpelle plus d'un, car ils ressentent une autre dimension qui les dépasse, certes, et qui les transpose dans un état qu'ils n'ont pas coutume de trouver dans un lieu traditionnel de concert. Mais quelle singularité que ce lieu où des gens viennent prier, adorer et d'autres admirer et rêver. Sylvanès transpire de cette présence infinie de Dieu. Chacun le reçoit à sa

manière, et tous ne l'expriment pas en tant que foi mais c'est rare qu'ils ne soient pas profondément touchés et remués intérieurement. Personnellement je suis toujours émerveillé des nombreux témoignages d'artistes qui, après un concert, viennent simplement m'exprimer leur émotion et leur joie d'avoir joué « différemment » dans l'abbaye. Ils ne savent pas toujours l'expliquer mais la sincérité de leur émotion témoigne qu'ils ont vraiment ressenti quelque chose de fort et de vrai.

Maurice Zundel disait qu'« il y a une véritable fonction sacramentelle de la beauté par la musique », ce qui veut dire que le sommet de tout grand art, comme la musique, est de révéler une présence. Chanter une « Passion de Bach » pendant la Semaine Sainte ou des Vêpres de la vierge autour du 15 août, comme nous l'avons déjà fait, n'a rien de fortuit. Ce qui est vrai et fort au sein d'une liturgie peut l'être aussi au cours d'un concert. Il y a de notre part une réelle volonté, qui relève de plus en plus d'une mission, d'affirmer, à travers notre action, l'abbaye comme un lieu où naturellement s'opère une transparence entre l'art et le sacré, la création artistique et plus largement la culture quand elle crée et renforce les liens. C'est ce qui fait aujourd'hui la force et l'originalité de ce lieu que nous voulons ouvert au plus grand nombre, car il n'est pas enfermé dans un rapport étroitement confessionnel, ni exclusivement culturel. Mais parce qu'il est lieu de mémoire, de ressourcement, de création et d'éducation artistique, il est un lieu d'expériences et de rencontres authentiques. La proximité avec l'art est ici vécue bien autrement qu'un simple acquis de connaissances mais comme une véritable aventure intérieure.

Ici, la culture s'exprime en beauté et s'achève en silencieuse amitié ou fraternité, qui sont beauté des rapports humains. Cela, nous l'éprouvons souvent à l'issue des stages, d'un concert, d'une rencontre ou d'un colloque. Cela nous reconforte dans notre vie et nous conforte dans la nécessité de poursuivre notre mission à Sylanès. C'est d'autant plus essentiel pour nous que notre civilisation vit aujourd'hui une double crise du culte et de la culture. Si d'un côté le culte a des difficultés à s'ouvrir aux grandes exigences de la culture, la culture, par le drame de l'humanisme athée de l'Occident, refuse toujours d'entendre et de reconnaître ce qui sourd en elle et qui est un immense vestige du sacré. Pourtant tous deux aspirent à la beauté. Si le culte est le service de Dieu par la magnificence de la liturgie, la culture doit être au service de la splendeur du monde, des hommes et de la beauté de la vie.

Tout culte religieux qui ne s'exprime pas dans une exigence de grande beauté quelque part n'accomplit pas complètement sa fonction. Quant à la culture, ce qui lui manque souvent, aujourd'hui, c'est d'être une expérience humaine forte et créatrice de beauté. Elle se contente trop souvent d'être la photographie purement instantanée et éphémère du désordre et de l'énervement psychique de l'âme humaine. Elle demeure dans l'instant, l'immédiatement consommable. Elle n'entretient plus ces grands dialogues qui pourtant soupirent au cœur de l'homme avec l'immense, c'est à dire la Création, et cet appel d'absolu qui est au cœur de la beauté de l'être. Malheureusement, une grande part de notre culture contemporaine est tellement névrosée qu'elle est, on pourrait dire, dans une situation psychanalytique d'amnésie ou mieux encore de refoulement du beau et du sacré, et, en même temps, elle ne peut s'en passer car c'est sa condition première d'être et sa source cachée de vie. Jamais l'art contemporain n'a été aussi désespérant.

Nous avons accueilli beaucoup d'artistes, musiciens, plasticiens qui, d'instinct, ont trouvé en ces lieux une profonde complicité, une grande paix propice à la création. Car nous croyons fermement que l'art, face à une culture qui n'en finit pas de s'essouffler, est une source nouvelle et inépuisable d'espérance qui puisse encore donner aux hommes le désir de vivre, d'agir et d'aimer.



Conclusion plus personnelle : Sylvanès, c'est l'aventure de ma vie !

J'aime simplement ce lieu, quasi charnellement tant il accueille, enlace et protège, apaise et guérit. Chaque matin, quand je vais de mon appartement à mon bureau, je traverse l'abbatiale avec toujours autant de joie et d'émerveillement. Je m'y arrête le temps d'une prière ou d'une simple contemplation. J'y respire profondément, manière de me recentrer sur l'essentiel et de faire le plein d'énergie avant de commencer une journée. Combien de fois, au cœur de la nuit, dans la tourmente de problèmes, je suis venu me réfugier et me recueillir dans le silence et la pénombre de l'abbatiale pour apaiser mes peurs, mes angoisses et mes soucis. J'y ai toujours retrouvé le discernement, la force et le courage de mes actions et de mes engagements.

Ce lieu est unique ! Il inspire, il élève, il guérit les cœurs froissés ou épuisés par la vie. En ces temps de turbulences mondiales, de séisme annoncé de nos sociétés égoïstes et trop consommatrices, je crois à la pertinence et à la perdurance de ce lieu au service de l'homme contemporain qui souffre d'un déchirement profond de son humanité. Aujourd'hui, comme jamais auparavant, notre époque traverse, dans tous les domaines, une crise planétaire. Crise de civilisation, plus que tout. Inquiétude, précarisation morale et sociale, délitement des liens sociaux, incivismes, insécurité, appauvrissement des esprits, découragement généralisé, replis identitaires nourris par des idéologies ou des fondamentalismes religieux menaçants. Il y a bien là tous les symptômes d'un monde dans l'incapacité de générer un nouveau et véritable progrès de l'homme et des sociétés.

Mais dans cette crise, un nouveau monde ne serait-il pas en germination, que le fracas du vieux monde qui s'écroule rend imperceptible ? Ne serait-ce pas le moment de retrouver tout le potentiel d'un renouveau humaniste et spirituel afin de faire face aux gigantesques défis de ce monde qui s'annonce ? Plus que jamais, la culture et les arts, quand ils sont au service des humains et de la terre, la valorisation de nos patrimoines, l'éducation artistique des jeunes générations, et la création artistique s'élèvent comme des ferments de lien social, puissants remparts contre la déliquescence de nos sociétés, capables de refonder un socle de valeurs universelles et communes où chacun pourra s'identifier et trouver la force, la confiance et le courage de participer à une nouvelle aventure humaine renouvelée et riche de nos diversités culturelles et de fonder une communauté de destin.

Notre monde humain n'est pas en perte. Il mute. Plutôt que d'y voir un effondrement, parlons de métamorphose. Ce n'est pas l'histoire humaine qui fait naufrage, c'est une séquence de celle-ci qui s'achève. Autant dire que l'espérance est plus que jamais d'actualité. Une espérance qui n'a rien à voir avec un attentisme béat car il ne peut y avoir de véritable espérance sans engagement, sans idéal créateur et sans responsabilité assumée. C'est ce que nous avons toujours cru et défendu à Sylvanès afin de tenter de répondre, d'une certaine façon, à cette souffrance, à ce vide intérieur, en offrant du sens, de la beauté, une spiritualité vivante et ouverte, une fraternité accueillante et respectueuse à toute personne qui en exprime le besoin.



Pourquoi inviter Jean-Claude Skrela dans cette session sur : « Servir l'humain » ?

"Il y a quelques années, notre fils Vincent était à l'école de rugby de Castanet et les éducateurs avaient besoin de parents pour accompagner les enfants sur les terrains où ils se rencontraient. Je me souviens très bien que, lors d'un déplacement à Colomiers, j'ai eu l'occasion de rencontrer un entraîneur qui était un véritable éducateur. Pas d'incitation à la violence comme on l'entend souvent sur les bords des terrains, mais un appel au jeu et à la responsabilité. Car Jean-Claude avait le souci de faire grandir les jeunes qui lui étaient confiés. S'il les appelait à se surpasser, c'est parce que le rugby peut être une école de solidarité, de dépassement de soi, d'engagement pour aller au bout de son ouvrage. Et cette leçon que j'ai reçue en même temps que les joueurs m'a convaincue que Jean-Claude Skrela est un véritable éducateur au service de l'humain."

Jean-Claude Conjard

Ma carrière

Je suis catholique. J'ai été enfant de chœur, mais je me suis égaré en route. Le rugby est devenu quelque part ma religion, et il a fait de moi ce que je suis.

C'est tout petit que j'ai commencé à jouer. Mon père est décédé lorsque j'avais 5 ans, et nous étions six enfants. Je n'ai pas fait d'études car il fallait travailler à la ferme, mais j'ai eu la chance que le mari de mon institutrice, lorsque j'avais 6 ou 7 ans, soit un passionné de rugby. A cette époque (il y a plus de 60 ans), il y avait école le samedi toute la journée ; on ne voyait pas les matchs à la télévision, mais c'est à la radio qu'on les écoutait. Les samedis où il y avait un match du tournoi des 5 nations, à 15h il demandait à sa femme de lui laisser la place pour écouter avec nous le match dans la classe (c'était un peu notre messe). C'était une école de campagne (dans un hameau proche de l'Isle-Jourdain), et dès le match terminé, il nous emmenait jouer dans le pré à côté. C'est lui qui m'a amené au rugby. Lorsque j'ai quitté l'école, je suis parti dans un lycée technique où un professeur m'a fait jouer au rugby. J'ai signé une licence à l'Isle-Jourdain, puis je suis parti à Auch.

Je ne suis « revenu » à l'école que plus tard. Tout ce qui était manuel ne me posait pas de problèmes, mais j'avais besoin de formations pour passer entraîneur. Tout le reste s'est enchaîné : entraîneur, éducateur, directeur sportif. J'ai fait des études, des stages, j'ai passé des concours qui m'ont mené là où je suis.

J'ai fait de belles rencontres. Parmi elles, Jean-Pierre Rives qui jouait à Toulouse. Blond, avec les cheveux longs, nous étions complémentaires sur le terrain. Nous nous sommes régalés au rugby. C'est mon ami, avec qui je n'ai jamais eu de rivalité ou de problèmes relationnels. Nous sommes restés potes et je l'ai souvent au téléphone. Je n'ai jamais souffert de problème d'image (d'ailleurs je ne savais pas ce que c'était), ou la tête qui me tourne. De là d'où je venais, je voulais m'en sortir, pour moi et pour ma famille, et mon ambition était seulement d'être un bon joueur et de gagner des matchs.

Je vais vous donner un exemple pour illustrer mon propos. J'ai travaillé à la mairie de Colomiers comme éducateur sportif à l'école de rugby (avant de passer directeur des sports de la ville). Un jour où j'avais joué en Ecosse le samedi avec l'équipe de France, j'étais le lundi matin à 10h sur le terrain, prêt à recevoir les élèves du collège. Le maire passe en voiture, s'arrête pour s'étonner de me voir déjà sur le terrain, car il avait vu le match du Tournoi le samedi et il s'attendait à ce que je sois absent. Je lui réponds que je faisais mon travail, que j'avais pu revenir en avion, et que pour moi, c'était normal d'assurer l'activité sportive pour les gamins. En respectant ces règles, je « me suis acheté » un certificat de bonne conduite. Par la suite, il m'a toujours fait confiance et m'a laissé gérer mon temps, à la fois par rapport à l'équipe de France et par rapport à mon travail. Il m'a énormément aidé, car je n'ai jamais eu besoin de poser de congés (les joueurs de l'Equipe de France n'étaient pas professionnels à l'époque). La relation s'est faite à partir de cela. Chacun respectait l'autre. J'ai respecté mes engagements, et j'en ai été récompensé. Que ce soit dans le sport ou dans le travail, je suis content de la réussite des autres, je suis très heureux de

la mienne et je me bats pour la mienne. Ce ne sont pas les autres qui vont faire ce que moi je fais sur le terrain. Lorsque j'ai fait part au maire de Colomiers de mon intention de partir en disponibilité en 1995, car j'avais une indemnité de la Fédération, il m'a répondu « Tu plaisantes ! Tu ne vas pas nous quitter au moment où tu as le plus d'image ! ». J'ai toujours refusé de me laisser griser. Je n'étais pas dans le business. Mon revenu était ailleurs, même si c'était dur au début.

Je suis Toulousain de sang, et plus que tout « du Stade toulousain », car j'y suis arrivé à 20 ans, en provenance d'Auch. Simultanément, j'ai trouvé en 1970 une activité professionnelle à la mairie de Colomiers et je jouais au Stade. J'avais les pieds dans les deux clubs, mais je ne mélangeais pas les deux activités. A l'époque, l'école de rugby de Colomiers battait tout le temps le Stade toulousain. Avec l'équipe « première » où je jouais (en 3^e ligne), c'était autre chose. . .

Après, je suis passé entraîneur du Stade toulousain. Nous avons gagné trois titres de Champion de France, ainsi qu'une Coupe d'Europe qu'on organisait avec d'autres pays. En 1993, j'ai quitté le Stade pour aller entraîner Colomiers. Puis en 1995, je suis parti entraîner l'équipe de France jusqu'en 1999. On a fait deux grands Chelems et une finale de Coupe du monde. J'ai ensuite intégré la direction des sports au Ministère des sports, et j'ai été directeur technique national de la Fédération Française de Rugby jusqu'à ma retraite. J'ai fini avec les Jeux Olympiques à Rio (en 2016). On n'a pas eu de médaille car on a fini 4^e.

Voilà pour ma carrière. D'abord de joueur, où il fallait mener de pair les deux activités : s'entraîner, jouer le week-end et travailler la semaine. Puis différentes responsabilités où je suis encore.

Les valeurs du rugby

Je voudrais vous parler maintenant des valeurs et de tout ce que représente le jeu de rugby pour les enfants, en termes d'apprentissage des règles de vie et de comportement, particulièrement le respect à tous les niveaux : l'arbitre, le joueur en face, mais aussi de l'entraîneur envers les jeunes.

C'est quoi le rugby ? C'est un sport collectif de combat. Qui dit sport collectif de combat dit état d'esprit collectif de solidarité. Si on ne rentre pas dans ce cadre là, on peut être performant individuellement, mais l'équipe ne peut pas gagner de match et on peut mettre en danger l'intégrité de nos camarades. D'un jeu beaucoup basé sur les collisions (mêlées, touches. . .), nous avons fait évoluer les fondamentaux vers un jeu de mouvement : avancer, soutenir, marquer.

Partant de ce principe, il faut enseigner (pas seulement entraîner) aux jeunes enfants tous les outils et les techniques pour savoir jouer. Comme à l'école, il faut d'abord apprendre à lire. Mais apprendre en jouant (ne pas faire de matchs trop tôt). Plus ils joueront, et plus ils seront capables d'acquérir les fondamentaux du jeu. Avant de marquer, ce qui est l'objectif du jeu, il faut prendre le temps de passer par toutes les étapes, afin de prendre les bonnes décisions : savoir faire des passes, choisir des intervalles, passer dans les espaces pour éviter les collisions, savoir tomber, apprendre à compter sur les autres joueurs. . . Pour cela, il faut avoir plusieurs ballons sur le terrain et laisser les enfants jouer. L'éducateur doit enseigner le jeu avec patience pour faire acquérir les compétences, éviter les blessures et développer les valeurs : respect, sens du collectif, engagement à 100 % et solidarité. A l'approche des matchs, le manager doit aider les joueurs à être au maximum de leurs compétences et déceler, avec le médecin ou le kiné, les problèmes qu'un joueur peut avoir et qui auraient des répercussions. Parfois des matchs ont été perdus parce qu'un joueur était préoccupé et n'a pas su se livrer. L'humain est primordial. Au sein du staff, les mêmes règles doivent s'appliquer pour bien fonctionner.

Les trois valeurs incontournables du jeu :

1. Engagement total (individuel et collectif) et implication à 100 %, pour bien travailler et prendre du plaisir. Le résultat est la conséquence du travail et de l'engagement fournis.
2. Le collectif est plus important que l'individu, même avec les meilleurs joueurs du monde : motivation, solidarité qui suppose soutien, polyvalence et suppléance (pouvoir se remplacer), que ce soit en attaque, en défense ou au sol. Et complémentarité des joueurs au sein de l'équipe.
3. Le rugby accepte les individualités, mais il ne supporte pas l'individualisme.



Servir ? Oh oui. Nous avons tous envie de servir. Si nous pouvons rendre service, nous sommes contents. Cela semble évident. Un être humain est heureux de rendre service. Rousseau dit qu'un homme se caractérise par la compassion, cette capacité à éprouver en soi la souffrance de l'autre, ou, du moins, à être touché par elle. La question semble aller de soi et donc aussi la réponse. Mais elle mérite d'être regardée de près, de très près car il est si facile de passer à côté de quelqu'un. Dans le service, ce qui est surtout en jeu, c'est la relation. Une relation humaine n'est jamais évidente.

Je vous propose une réflexion en trois temps :

- 1) Nécessité d'interroger la notion même de service, justement parce que cette notion a quelque chose de trop évident.
- 2) S'interroger aussi sur ce qu'est un être humain : réflexion à partir d'une expérience personnelle vécue.
- 3) Repasser par la figure de Jésus, le serviteur selon Dieu, par les Ecritures et par le grand mystère de la Trinité où l'être humain a sa source et où s'exprime la plénitude de la relation.

Servir ? Oh oui... mais... revoir la notion si lisse de service

Mot très employé dans la tradition chrétienne, en particulier catholique : pensons aux titres que se donnent les évêques et le pape, « serviteur des serviteurs de Dieu ». Tous les ministères dans l'Eglise sont considérés comme des services, et pas seulement le diaconat. Le lavement des pieds en Jn 13 est toujours la référence pour le ministère presbytéral.

Cette présentation – cette identification – soulève une difficulté majeure : n'est-ce pas une manière d'habiller le pouvoir ? Donner un service à faire à quelqu'un – un ministère – c'est lui conférer un pouvoir : pouvoir de faire quelque chose que les autres ne peuvent pas faire. Et cette impossibilité pour eux de le faire justifie amplement cette charge confiée à certains. Mais on aboutit à l'effet inverse puisque c'est le ministre qui devient premier et non celui à qui on rend un service. Avec l'idée sous-jacente de séparation, d'élitisme latent. L'école française de spiritualité a donné au prêtre l'idée d'un surhomme, d'un homme pas comme les autres.

La deuxième difficulté tient à la nature relationnelle du service entre deux personnes aux capacités inégales : relation d'aide, de dépendance, qui paraît exclure la réciprocité et qui pose de fait une inégalité. Avec tous les risques de pouvoir que cela suppose.

Ajoutons deux autres difficultés liées aux deux premières :

- 1) Traiter le problème (ce pour quoi je rends service à l'autre) au lieu de percevoir l'autre dans sa totalité de personne. Exemples : traiter l'alcoolisme d'une personne comme un problème isolé, chercher à soigner un pied sans s'occuper du reste du corps. Ainsi, je peux réduire l'autre au service que je lui rends.
- 2) Caractère hautement vertueux du service et comme toute vertu, accent mis sur celui qui effectue le service. Notre manière de considérer la vertu est souvent égocentrée. Peut-être héritage de la morale antique qui met l'accent sur l'individu. La morale chrétienne est essentiellement communautaire, comme en témoigne la présentation qu'en fait saint Paul en Rm 13, 8-10. Paul s'adressait à des communautés, point de départ de toute vie chrétienne.

Tout ceci peut se résumer de cette manière : le service risque finalement de nous centrer sur nous-mêmes : acte vertueux, acte de pouvoir déguisé en tenue de service. Le besoin de l'autre n'est donc plus qu'un prétexte à l'exercice de ma charité. Un vrai piège car il s'agit d'une véritable inversion : je parais tout orienté vers l'autre mais, en vérité, mon moteur profond ne concerne que moi-même. La vraie question posée par le service rendu est la question du décentrement de soi. Aux difficultés soulevées plus haut, il faut ajouter celle-ci : je vais nécessairement partir de ma projection sur l'autre, je vais partir de mon cadre mental, de ma manière de penser, de sentir. . .



Il faut donc faire une place essentielle à la Règle d'or que l'on trouve formulée en Mt 7, 12 et parallèle en Lc 6,31 : « **Tout ce que vous voulez que les autres fassent pour vous, faites-le vous-mêmes pour eux.** » ou une formulation en négatif, mais qui signifie la même chose « **Ne fais à personne ce que tu n'aimerais pas subir** » (Tobie 4, 15).

Attention à son interprétation : cette règle a un caractère universel, et non individuel. Cette règle ne fait pas de chaque homme le centre de tout, une sorte d'autoréférence mais elle l'ouvre à l'universel. Elle m'apprend à me mettre à la place d'autrui. Non pas prendre sa place mais me mettre à sa place, tout en restant à la mienne. Le risque, c'est que je me mette à sa place et donc que je nie son altérité, je l'efface en tant qu'autre. Je le réduis à moi-même, je l'absorbe en moi. L'autre n'existe qu'à partir de moi.

Envisageons plutôt un deuxième sens : je me quitte et je vais dans le lieu de l'autre. C'est l'autre qui m'offre son hospitalité. J'envisage l'autre à partir de l'autre, en faisant consciemment cette sortie de moi-même. Mais je ne disparaîs pas dans l'autre car il est essentiel que je reste moi-même pour pouvoir aller chez lui. Prendre la place d'autrui sans quitter ma place. Prendre sa place signifie adopter son regard, me mettre dans sa position. Seul l'autre peut me donner sa position. Prendre sa place, sa position, c'est donc la recevoir de lui.

Nous en arrivons ainsi à la nécessité de connaître cet autre au-delà de son besoin élémentaire : qui est-il, cet autre, cet humain que j'ai en face de moi ?

Qu'est-ce qu'un être humain ? Récit d'une expérience vécue

Au départ, j'avais une certaine intuition : la perception de la singularité de chaque être humain. Mon expérience du professorat m'a beaucoup aidé à prendre conscience de cette singularité : l'uniformité du système scolaire met en échec tous les élèves qui ne peuvent s'adapter à ce système.

Pour qu'une expérience soit possible, il faut que je sois disposé à la vivre et à la recevoir, à me laisser transformer par cette expérience. Ce que je vais vous raconter n'a été possible que parce que je me suis laissé faire par un vieux frère incapable de quoi que ce soit (manger, se laver, se coucher...).

Mon expérience - que je peux qualifier de véritable fondement dans ma vie - consistait en la prise en charge de ce vieux frère « Alzheimer » ou en senescence. On me dit de lui : il ne sait rien faire. Je dois préciser qu'il ne parlait presque pas : il pouvait commencer des phrases mais s'arrêtait au bout de trois ou quatre mots. Et je n'ai jamais pu comprendre, ni même deviner, ce qu'il voulait dire. Nous n'avons donc eu aucun échange. Il comprenait seulement « Levez-vous » ou des choses de ce genre mais il me fallait les lui répéter plusieurs fois.

Trois points m'interrogeaient : sa manière de faire la vaisselle / la sortie du réfectoire et le trajet jusqu'à sa chambre à l'infirmerie du monastère / le repas. J'étais parti avec l'idée que j'allais m'occuper de lui mais j'ai compris très vite que c'est lui qui allait s'occuper de moi.

La vaisselle. Tout acte posé par un être humain a un sens, même si cela n'a de sens que pour lui et même si les autres le jugent « fou ». Je ne peux pas comprendre un autre à partir de moi parce que je n'ai pas ses clés de compréhension du monde. Ainsi, par sa manière « étrange » de faire la vaisselle, ce vieux frère, qui avait pour nom frère Joseph, m'ouvrait à l'autre comme mystère. Il m'initiait à l'étrangeté de cet autre qui est en face de moi, tout autre : l'autre m'échappe en raison de sa complexité. J'ai découvert en même temps la place essentielle du corps, son langage, car frère Joseph ne pouvait rien me dire par la parole. Il ne me parlait qu'avec son corps. Grâce à lui, j'ai pu comprendre qu'il me fallait vraiment faire attention à ne pas psychologiser le mystère de la personne. La personne doit rester toujours pour moi un mystère, je ne peux en connaître qu'une petite partie. La connaissance psychologique, si fine soit-elle, ne me permet pas de connaître quelqu'un, elle m'ouvre seulement quelques portes.

La sortie du réfectoire. Comment faire pour que frère Joseph retrouve sa marche naturelle sans que j'intervienne en le tirant ? Je voyais que les frères qui le raccompagnaient dans sa chambre avaient toujours tendance à le tirer et il m'a semblé que ce n'était vraiment pas bon, ni pour le frère Joseph, ni même pour moi. Alors, j'ai pensé au déambulateur pour pouvoir ne pas le toucher, intervenir le moins possible, me mettre à son rythme en marchant à côté de lui. Il a fallu que je convertisse mon impatience, mon propre rythme : épouser volontiers son rythme, aimer cela, ne pas le faire à contrecœur. Et je découvrais au fil des jours et au fil des déambulations qu'un être humain est essentiellement un rythme (à ne pas confondre

avec le tempo car le rythme est beaucoup plus complexe que le seul tempo) et que je ne peux le rencontrer que si je parviens à adopter, à épouser son rythme. Je devais donc revoir entièrement la question de la lenteur, de la paresse, de la mauvaise volonté, toutes ces choses qui sont si facilement pensées des autres et qui ne font que révéler notre propre incapacité à recevoir le rythme si singulier de chacun.

Le repas. Comment faire pour que frère Joseph retrouve le geste de manger ? Car, à table, on le faisait manger. Et il m'a semblé, là aussi, que ce n'était pas bon. Je commençais par lui remplir la cuillère et à la lui mettre dans la main sans aller jusqu'à sa bouche mais en cherchant à impulser un mouvement, en exerçant une pulsion sur sa main. Une fois, deux fois, trois fois. Lors des premiers repas, je finissais par arrêter et à faire comme les autres qui le faisaient manger : c'était beaucoup plus efficace. Mais je n'arrivais pas à me satisfaire de cela. Alors, je reprenais, je réenclenchais le geste, le mouvement, plusieurs fois par repas. J'ai fini par comprendre qu'il me fallait aller jusqu'à six fois et qu'alors, à ce moment-là, frère Joseph retrouvait le geste naturel de manger. J'ai appris ainsi à ne jamais présumer de ce qu'un être humain peut faire ou ne pas faire. Passer de « il est comme ça » à « il en est là maintenant, à un moment x ». Passer du jugement essentialiste (qui caractériserait une personne) à un fait (ici et maintenant, une sorte de photographie qui pourrait être tout à fait autre et le sera dans un autre instant).

Ces trois points sont à mettre en rapport avec les vertus théologiques :

- **La foi** en rapport avec la dimension de mystère de la personne humaine : ma relation à l'autre peut ainsi s'inscrire dans ma relation à Dieu, que je ne peux comprendre et qui me reste fondamentalement inaccessible.
- **La charité** en rapport avec le fait d'épouser le rythme de l'autre : l'expérience que je fais de la manière dont Dieu s'y prend avec moi.
- **L'espérance** avec l'interdiction de présumer ce dont un être humain est capable. Péguy parle d'elle comme d'une petite fille : quelque chose qui nous ramène à l'origine, à la capacité immense qu'a un enfant de croire des choses incroyables. Pour parler de l'espérance, on peut aussi utiliser l'image de la transformation improbable du gland au chêne.

L'espérance et toute la vie théologique nous placent au cœur d'une disproportion et donc d'une forme d'inégalité. J'ai vécu une réelle disproportion entre ce que je pouvais imaginer de ce frère Joseph et ce que j'ai reçu de lui quand je me suis approché de sa personne. Remarquons que tout système égalitaire est foncièrement injuste car on est obligé de partir d'un être humain type, qui n'existe pas. Les besoins de chaque personne sont fondamentalement uniques et personnels. Relisons sous cet angle le texte fort connu de la Tour de Babel, ville de l'uniformisation par excellence. L'expérience que je viens de vous raconter m'a placé dans une disproportion quasi totale : rien de ce que j'y ai vécu n'a correspondu à ce qui se passait visiblement. Frère Joseph ne pouvait rien apporter à celui qui le servait.

Et si on s'arrêtait un instant sur la comparaison entre l'abeille et le ver de terre ? L'abeille suscite l'admiration à cause de son œuvre, de son organisation en collectivité, de son intelligence, des bienfaits liés depuis longtemps à ses productions : le miel, la propolis, la cire. Le ver de terre n'est pas beau, sa vie est très rudimentaire, son travail ne se voit pas et il ne produit rien. Or, son travail est indispensable à la terre, il assure la respiration de la terre. Et c'est lui qui assure en grande partie ainsi la fécondité de la terre. Le ver de terre est vraiment une belle image du Christ et de son œuvre, de la manière dont Dieu travaille dans le monde qu'il continue de créer dans une totale discrétion.

Ce vieux frère m'a enseigné les choses élémentaires, et donc fondamentales, sur l'homme et sur Dieu. Tout cela nous oriente vers la troisième partie, plus directement chrétienne (en référence avec la personne du Christ, révélateur de Dieu, de son mode d'agir et de servir).

Deux espaces chrétiens de transformation

La manière de faire de Jésus dans l'évangile

Comment Jésus rencontre-t-il l'homme, en particulier dans l'acte de la guérison (qui est un service rendu) ?

Le Christ rencontre n'importe qui : le lépreux, l'occupant romain, la Samaritaine mais aussi le pharisien, le prêtre du temple (les sadducéens), le roi Hérode. La composition du collège des apôtres : quatre pêcheurs en mer, un collecteur d'impôts, un zélate. . . dit magnifiquement cette sorte d'universalité du Christ en ses rencontres. Le Christ rencontre le tout-venant à partir de n'importe quoi : il répond à toute

demande. La femme hémorroïsse que le flux de sang rend impure. Le désir d'être placé au bon endroit pour Jacques et Jean. Il ne pose pas de jugement sur la demande qui lui est faite. Pas d'évaluation. Il ne s'attribue pas la guérison. Mais « Ta foi t'a sauvé ». La foi en Lui, comme seule exigence pour la guérison. Foi comme confiance et non pas comme dogme, comme contenu. Foi en acte. Foi relationnelle. Pas de préparation exigée. Rencontre immédiate entre une personne qui lui exprime son besoin élémentaire et la personne de Jésus. Toujours un dialogue : la personne rencontrée par Jésus peut lui exprimer son besoin intime, absolument personnel, même honteux. Vérité nue de l'homme rencontré. Exemple de la femme qui entre chez Simon le pharisien et qui essuie les pieds de Jésus avec ses cheveux après les avoir mouillés de ses larmes (Lc 7). Dernier élément très fondamental : silence absolu du récit évangélique sur la suite et la conséquence de la guérison. Le Christ ne s'empare pas de la guérison, ne s'en sert pas. Peut-on comparer l'attitude constante de Jésus avec celle de l'Eglise qui voudrait bien utiliser le baptisé et lui confier une mission ?

Convenons que cette façon de faire contredit le plus souvent sur un ou plusieurs points nos manières d'agir et de servir. Le point déterminant de la manière dont Jésus rencontre et sert le besoin de l'homme qu'il rencontre se situe dans le surgissement d'un « je », sorti de l'anonymat, en particulier de la foule. Avènement d'une personne rendue à elle-même et dans son intégralité. La rencontre avec Jésus restaure l'intégralité de la personne. Savons-nous faire cela dans nos rencontres et dans nos services rendus ?

La contemplation du mystère trinitaire

Dans ce que nous pouvons percevoir de la Trinité, la relation s'apparente à un décentrement de soi, à un mouvement total de soi vers l'autre. Elle constitue essentiellement une expérience de kénose : se vider pour faire de la place à l'autre, pour pouvoir se remplir de l'autre. Il ne s'agit pas tant de me donner à l'autre mais de me quitter pour que l'autre puisse se donner à moi. Mon don de moi-même est essentiellement une réceptivité, pour se faire réceptacle. Une demande d'hospitalité. Je crée en moi les conditions d'une hospitalité.

C'est le mouvement même du Fils du Très-Haut dans le récit de l'Annonciation : Dieu, en la personne du Christ, vient demander à une jeune inconnue de Nazareth son humanité.

Ce mouvement de soi vers l'autre qui contredit fondamentalement la loi du péché est une participation à l'être même de l'Esprit de Dieu. L'Esprit est mouvement vers l'autre. Mouvement de l'amour. Mouvement qui produit la reconnaissance. Je suis reconnaissant à l'autre du fait que je puisse me donner à lui. Cela inverse l'idée impliquée trop souvent dans la notion de service. Le merci doit avant tout jaillir de celui qui se donne.

C'est cette relation à l'autre qui me constitue en tant que personne. C'est exactement ce qui se passe dans la relation intratrinitaire. C'est l'autre qui fait de moi une personne et non pas le don que je fais de moi-même. Mon don de moi-même n'est donc plus premier mais traduit la reconnaissance que je dois à l'autre. Je me reçois de lui. Je ne rends service à quelqu'un que dans la mesure où je me reçois de lui. C'est de lui que je reçois la capacité de me donner.

Conclusion

Une conclusion rapide : l'essentiel est l'apprentissage de ce mouvement de décentrement de soi. « Quitte ton pays », grand appel lancé par Dieu à Abraham (Gn 12). Il faut avant tout l'expérimenter dans nos relations. Mais ce décentrement s'apprend aussi par la fréquentation des Ecritures (pas seulement l'Evangile ou le Nouveau Testament). La fréquentation de l'Ancien Testament apporte beaucoup ce dépaysement par son étrangeté et par le fait qu'il s'agit d'une parole qui sort de la bouche de Dieu, la personne certainement la plus étrange de l'univers. La Bible se propose à son lecteur comme espace de décentrement de soi, de dépaysement très profond. Elle conteste par essence notre cadre mental, notre univers mental, culturel, religieux, personnel. Elle nous dispose par là même à rencontrer cet autre, mon semblable...



Je remercie les membres de l'UCEC de m'avoir sollicitée il y a quelques mois pour intervenir sur le sujet du soin et du service de l'homme. La préparation de cette intervention m'a donné l'occasion de réfléchir à mon métier de façon générale, puis de manière plus serrée en étant attentive à la question du service. La peur suscitée par la nouveauté de l'exercice a fait place à la joie d'avoir pu d'abord prendre un temps de réflexion et de recul sur ma profession.

Le cadre de mon travail

J'exerce la médecine générale depuis 15 ans à Toulouse dans le quartier Saint-Agne. Ayant quatre enfants, je ne me suis pas installée dès l'obtention de mon diplôme mais j'ai d'abord fait des remplacements, puis, lorsque le troisième est né, un confrère de Pinsaguel que je remplaçais de temps en temps m'a suggéré de rentrer à la Sécurité Sociale. Cela m'a donné à réfléchir et, lorsqu'un poste de salariée à temps partiel dans un centre de rééducation m'a été proposé, j'ai accepté. Une fois que le petit dernier a su lire, j'ai souhaité revenir à la médecine de ville en créant un cabinet non loin de notre domicile. D'abord seule, puis m'associant petit à petit à deux médecins espagnols et deux autres consœurs, nous sommes actuellement cinq. Je partage mon temps en alternant par demi-journées consultations et visites. Depuis 2019, deux créneaux de téléconsultation sont ouverts sur les deux demi-journées de consultation.

Le contexte du soin médical

Le soin est le souci et la préoccupation de l'autre. J'ai écarté ici la notion de soin comme application, l'application avec laquelle toute activité humaine doit s'exercer. J'écarte aussi, et c'est plus surprenant, de la définition médicale du soin, les soins qu'apporte une mère à son bébé, soins sans lesquels il mourrait ! Ce petit être, en rien autonome, n'est pas pour autant malade. Nous approchons ainsi de la spécificité des soins médicaux : ils sont représentés par l'ensemble des paroles, des gestes échangés entre une personne qui détient un savoir scientifique, technique, humain et une personne malade. Ils s'exercent entre une personne en général en bonne santé, revêtue d'une blouse et une personne parfois en pyjama, parfois en tenue de ville, qu'elle va devoir enlever. Entre une personne debout, équipée d'instruments divers, stéthoscope, otoscope, lampe, et une personne allongée, parfois limitée dans ses mouvements par quelque perfusion. Cette description, vous le comprenez, est là pour illustrer la dissymétrie entre le patient et le médecin qui est une des originalités du soin médical.

L'influence d'internet

Cette dissymétrie connaît une évolution avec la place croissante que prennent les nouvelles technologies dans nos vies. Je retrouve cela parfois en amont même de la première prise de contact sous la forme des avis influençant le futur patient, qui s'exprime ainsi : « J'ai pris un rendez-vous avec vous car j'ai vu les avis sur Internet ». Et puis bien sûr au cours de la consultation, il est fréquent d'entendre : « J'ai regardé sur Internet et j'ai vu que... » et je devrais ajouter que c'est presque systématiquement assorti de « et j'ai peur ».

Ainsi, la dissymétrie de la relation médecin/patient peut se trouver accentuée par l'imaginaire du patient qui, à partir d'avis positifs, place le médecin sur un piédestal, ou bien diminuée ou rééquilibrée par le partage de connaissances qui auparavant étaient détenues par le seul médecin. Mais il ne faut pas confondre information et savoir. L'accès à l'information autorise le patient à remettre en question le savoir du médecin au nom de l'information trouvée sur internet, qui lui permet d'afficher sa souveraineté : il sait ce qui est bon pour lui. Ainsi le pacte de confiance se déplace en évoluant de la relation soignant/soigné dans laquelle la confiance était entre savoir/ignorant (« Je fais confiance à mon médecin car il sait ») vers une relation soignant/avisé (« Je fais confiance à mon médecin car je sais qu'il respectera ce que je pense être bon pour moi »). Je peux illustrer cela par deux exemples récents.

Il y a quelques mois, j'ai vu en téléconsultation le mari d'une patiente. Je ne suis pas le médecin traitant de ce monsieur et je lui ai demandé pourquoi il ne faisait pas appel à son médecin traitant pour le renouvellement de son traitement habituel. Il m'a alors répondu qu'il n'avait plus confiance en elle car elle lui avait téléphoné deux fois pour l'enjoindre à se faire vacciner contre le covid19 alors qu'il ne veut pas être vacciné. Je ne crois pas que l'attitude de ma consœur soit blâmable car la vaccination de ce patient âgé était indiquée, mais celui-ci a jugé qu'il ne ferait plus confiance à son médecin qui tentait de ne pas respecter son choix.

Autre exemple datant d'il y a quelques mois : un frère et une sœur âgés venant me trouver, un peu gênés car n'étant pas de mes patients, pour me faire promettre de leur prescrire de l'Ivermectine en cas de covid19, ce qu'avait refusé leur médecin traitant, auquel du coup ils tournaient le dos !

La relation médecin/patient

Il est louable que les patients s'informent, et les sources d'information ne manquent pas (revues, émissions de télévision, sites médicaux), mais il est dommage que cette autonomie revendiquée par le patient aboutisse à la confrontation et à la rupture, d'ailleurs unilatérale, de la relation. L'« autorité » du médecin se trouve interrogée par le patient informé. Cette information du patient, et même on parle d'« éducation », est particulièrement souhaitée par le médecin lui-même. Si vous êtes diabétique de type I, vous n'échappez pas à une semaine d'éducation thérapeutique, plusieurs fois dans votre vie, pour vous soutenir dans la gestion de cette maladie. Les associations de patients se sont développées depuis les années 1980 sur l'exemple des associations nées lors de l'épidémie de sida. Elles entendent aussi être force de proposition pour soutenir, orienter la recherche, faire émerger de nouvelles structures de prise en charge comme on peut le voir au détour de l'épidémie de covid avec les consultations pour covid long.

Si l'autorité du médecin se trouve interrogée, la place du patient, et donc la relation médecin/patient, s'en trouve modifiée. Le patient se responsabilise et doit s'impliquer dans sa prise en charge, ce qui laisse entendre et comprendre que sa santé est entre ses mains, au bout de ses efforts pour faire du sport, observer tel régime, prendre scrupuleusement tel traitement. Il y a une injonction à être en bonne santé. Les patients arrivent parfois penauds avec leurs analyses, voulant se justifier d'un cholestérol trop élevé, d'une prise de poids néfaste pour l'arthrose de leur genou... ou bien ils sont dans l'incompréhension, voire la culpabilité, car malgré leurs efforts ils n'ont toujours pas arrêté la cigarette et n'arrivent pas à renoncer à celle après le café de midi avec les collègues.

La responsabilisation ne doit pas conduire à la culpabilisation et mon rôle est alors de redire que la santé avec un grand S n'est pas un bien en soi, mais qu'elle est au service de la vie avec un grand V. Ne pas confondre le but de ses efforts qui est une vie bonne avec le moyen qui est la santé doit être réaffirmé. Réintroduire un peu de légèreté et d'insouciance au quotidien permet au sujet d'être moins dans l'illusion que la santé se garde à la force des poignets, car, tôt ou tard, brutalement ou insidieusement, nous faisons l'expérience que nous perdons la santé.

Un paysage diversifié

La relation médecin/malade évolue avec la fréquentation d'internet, elle évolue avec la fréquentation de nouveaux acteurs médicaux et paramédicaux. La conjonction de la disette médicale et de la crise sanitaire a accéléré des déplacements commencés avant 2020 : les infirmières par exemple peuvent prescrire le matériel nécessaire aux pansements, les pharmacies vaccinent contre la grippe depuis 2018. Ce sont des transferts que je qualifie d'organisés, à l'initiative des autorités médicales. A l'insu du corps médical, les patients font appel pour certains maux à des professionnels tels que les ostéopathes pour les douleurs de l'appareil locomoteur ou les naturopathes pour des affections variées. Les uns traitent une douleur précise, les autres « un terrain » ; en tout cas, ils participent au soin.

Le rôle du généraliste

Dans ce paysage médical qui se diversifie, le médecin généraliste a vu sa place consolidée en 2005 par l'émergence de la notion de médecin traitant. Répondant au début à un objectif d'économie, cette mise en place anticipait des évolutions que je viens de décrire et répondait à la nécessité de garder une personne référente capable de conseiller, orienter, synthétiser.

Il est de nombreuses situations dans lesquelles l'alliance du patient et de son médecin traitant doit s'avérer solide et rayonner dans plusieurs dimensions du quotidien du patient, comme par exemple celui du travail. L'homme atteint d'une maladie voit ses capacités professionnelles altérées. Je pense à ce plaquiste âgé de 47 ans qui a développé en quelques mois une insuffisance rénale terminale, nécessitant donc trois dialyses par semaine. Pendant les mois où s'observait la dégradation inéluctable de la fonction rénale et qu'avec les spécialistes se préparait cette échéance, il a fallu anticiper et accompagner les bouleversements qu'impliquait la dialyse dans le quotidien d'un travailleur, en demandant une reconnaissance de qualité de travailleur handicapé auprès de la maison départementale des personnes handicapées, en écrivant au médecin du travail pour qu'avec l'employeur une adaptation soit envisagée. Le patient ayant choisi une dialyse péritonéale à domicile, il m'a aussi demandé un certificat médical à l'attention du syndic de son immeuble pour régler un conflit avec le voisin du dessus. Malgré l'absence de soins actifs, c'est une démarche qui fait partie de l'activité du médecin généraliste.

Le médecin traitant est l'étape nécessaire pour pouvoir se présenter chez un spécialiste : cette étape renforce notre rôle diagnostique. C'est par exemple vrai en dermatologie où les patients demandent souvent une lettre en vue d'une consultation spécialisée et sont étonnés qu'on puisse traiter de nombreuses affections, les rassurer sur le caractère non suspect d'une lésion ou au contraire décrocher le téléphone pour obtenir un avis urgent !

Autre situation où s'exerce la spécificité du médecin généraliste : le suivi de patients atteints de maladie dégénérative, en échec de traitement, chez lesquels le suivi spécialisé s'espace, pour devenir inexistant. Je pense à un patient de 49 ans atteint d'une sclérose en plaque : le maintien à domicile est assuré par les infirmières libérales qui sont présentes plusieurs fois par jour et m'alertent si besoin est, et les auxiliaires de vie. L'orthophoniste et le kinésithérapeute font aussi partie d'une équipe au sein de laquelle nous travaillons en complémentarité. Les étudiants en 4^e et 5^e année de médecine, qui ont un stage obligatoire d'un mois chez un médecin généraliste, expriment souvent leur surprise et leur joie de découvrir notre exercice qui, contrairement à ce qu'ils vivent à l'hôpital lors des stages dans des services de spécialité, est un exercice varié et prenant en compte le malade dans toutes ses dimensions.

Le rapport au temps

Autre spécificité de notre profession à laquelle je tiens : nous sommes dans une des rares professions à prêter serment. Ce serment d'Hippocrate a bien sûr précédé et certainement inspiré le code de déontologie médicale. Ce code est inclus lui-même dans le vaste code de santé publique. Il comprend plus d'une centaine d'articles consacrés à l'éthique de l'exercice médical. Je ne vais en citer que deux qui reprennent deux idées qui me paraissent fondamentales.

Article R4127-31 : « Le médecin doit toujours élaborer son diagnostic avec le plus grand soin, en y consacrant le temps nécessaire, en s'aidant dans toute la mesure du possible des méthodes scientifiques les plus adaptées, et s'il y a lieu, des concours appropriés. »

Article R4127-32 : « Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le médecin s'engage à assurer personnellement au patient des soins consciencieux, dévoués et fondés sur les données acquises de la science, en faisant appel s'il y a lieu à l'aide de tiers compétents. »

« Soins consciencieux et dévoués » vont de pair avec « en y consacrant le temps nécessaire ». Le médecin ne fait pas exception à cette caractéristique de l'homme du 21^e siècle, le manque de temps. Ne pas avoir le temps n'est pas une excuse pour ne pas le prendre, surtout lorsque l'on a affaire non pas à des administrés, des clients ou des élèves, mais à des patients.

Je ne sais pas d'où vient ce terme, ni depuis quand il est employé, mais il signifie bien que l'éruption de la maladie dans la vie de l'homme modifie son rapport au temps, voire que la maladie et toutes ses conséquences deviennent maîtres du temps. Attendre un rendez-vous chez un spécialiste est une chose, attendre la consultation d'annonce au cours de laquelle les résultats d'analyse qui vont permettre le diagnostic seront annoncés en est une autre. Et que dire de la patience dont il faut faire preuve lorsque l'on subit pendant de longs mois les effets secondaires d'un traitement sans entrevoir un seul effet bénéfique de celui-ci ?

Le médecin généraliste, sauf à abandonner le patient sur le bord du chemin, doit entrer dans ce rythme pour se mettre à la « slow médecine ». Prendre le temps, ce n'est pas seulement allonger la durée d'une consultation ou d'une visite dans une attitude d'écoute, d'attention, c'est aussi donner du temps au malade ou parfois à la famille pour réaliser puis accepter la maladie et ses conséquences. Je pense en particulier à un couple dont l'époux, à la suite de multiples accidents vasculaires cérébraux, présente des séquelles locomotrices et cognitives irréversibles et garde espoir d'une récupération de ses fonctions pendant plusieurs mois avant de réaliser le caractère définitif de la situation. Donner du temps à cette épouse, c'est distiller des paroles d'encouragement, ne pas mentir sur la gravité de la situation, insister sur la nécessité de soins de kinésithérapie, accompagner et compenser les difficultés progressivement (prescription d'un lève-malade, adaptation de la consistance de la nourriture...), comprendre quand elle se plaint de ne plus être chez elle avec le défilé des auxiliaires de vie, des infirmières, de l'orthophoniste.

Nos limites humaines

Ce temps est aussi celui où je réalise encore et de nouveau que le domaine d'action de la médecine, mon domaine d'action, ne peut s'étendre indéfiniment. Le cadre de la médecine est la finitude de l'homme qui renvoie le médecin à ses propres limites : limites des connaissances, limite de ses qualités de patience, d'écoute, de bienveillance. Pareillement mise en face de ma finitude, je me retrouve tout à fait aux côtés de cette épouse, n'ayant plus rien à faire si ce n'est le principal, c'est-à-dire lui montrer au-delà du corps malade, la dignité de son mari qui ne tient pas au fait d'être en bonne santé, d'avoir des capacités, une existence professionnelle ou sociale mais qui tient à son humanité et à l'amour qu'elle lui porte.

Conclusion

Je voudrais conclure en citant les deux textes d'Évangile qui m'ont interpellée il y a quarante ans, ont déterminé mon choix professionnel et qui continuent de soutenir l'exercice de chaque jour.

Le premier est bien sûr celui de Matthieu 25,34-40 : servir l'homme malade, le visiter, c'est servir le Christ.

Matthieu 25,35-36 : « Car j'avais faim, et vous m'avez donné à manger ; j'avais soif, et vous m'avez donné à boire ; j'étais un étranger, et vous m'avez accueilli ; j'étais nu, et vous m'avez habillé ; j'étais malade, et vous m'avez visité ; j'étais en prison, et vous êtes venus jusqu'à moi ! »

Notre Dieu n'est pas seulement celui qui guérit, qui nourrit, qui habille, il est aussi celui qui souffre. C'est lui que nous retrouvons au bord du chemin dans l'évangile de mon confrère Luc au chapitre 10,25-37.

Luc 10,33-35 : « Mais un Samaritain, qui était en route, arriva près de lui ; il le vit et fut saisi de compassion. Il s'approcha, et pansa ses blessures en y versant de l'huile et du vin ; puis il le chargea sur sa propre monture, le conduisit dans une auberge et prit soin de lui. Le lendemain, il sortit deux pièces d'argent, et les donna à l'aubergiste, en lui disant : "Prends soin de lui ; tout ce que tu auras dépensé en plus, je te le rendrai quand je repasserai." »

Par rapport au prêtre et au lévite qui passent "à bonne distance", Jésus oppose le mouvement du samaritain qui lui permet de s'approcher pour prendre soin de l'homme blessé. On le voit s'incliner vers le malade. C'est le mouvement des soignants au chevet des patients, humbles serviteurs de leurs frères souffrants, penchés sur le visage du Christ en croix.



Qui suis-je, d'où je parle

Le service est une réalité quotidienne dans un rôle d'élu. Cette rencontre est une occasion précieuse de prendre un peu de recul sur un quotidien qui déborde volontiers, qui est morcelé et fait de plein de sollicitations diverses.

Mon histoire

Il y a toujours une dimension personnelle dans un parcours d'élu. Agé de bientôt 60 ans, je suis né et j'ai grandi à Grenoble. J'en retiens un sens de la géographie, de la nature, une montagne extrêmement présente. C'est aussi une ville de résistance : de nombreux monuments aux morts, Vercors haut lieu de la résistance, valeur qui reste forte à mes yeux. Savoir comment à certaines période de l'histoire certaines personnes se sont conduites. Mes parents sont arrivés à Grenoble venant de région parisienne. Mon père ingénieur, ma mère professeur de physique : famille d'intellectuels, plutôt scientifique, plutôt classique dans la société grenobloise. Un beau contexte pour grandir...

J'avais deux grand-mères écologistes, pour des raisons totalement différentes. Ma grand-mère maternelle avait connu la guerre avec des enfants en bas-âge et comme beaucoup de personnes de cette génération, elle ne jetait rien, elle était extrêmement économe et précautionneuse de toute chose matérielle. Mon autre grand-mère, qui avait aussi connu la guerre dans les mêmes conditions, s'était beaucoup engagée dans les services de santé et était devenue militante écologiste dans les années 70 à Paris. Ces deux mémoires me servent de référence.

Ingénieur de formation (polytechnicien, doctorat en mécanique des fluides), j'ai démarré ma carrière en entreprise avec une vision très scientifique et technique des choses, puis j'ai évolué en travaillant dans des domaines souvent encore techniques mais en découvrant beaucoup la composante humaine dans les entreprises. Je me suis ainsi de plus en plus intéressé, à travers la gestion d'équipe, à la question des relations entre les personnes. J'ai fait une formation de coach à un moment de ma vie pour disposer de méthodes et d'outils. J'ai découvert de nombreux domaines (formation, aéronautique, bâtiment, matériaux, agriculture biologique, urbanisme) dans le cadre d'un parcours professionnel très varié, très voyageur.

Mes inspirations

En parallèle, prise de conscience très progressive des sujets de l'écologie, de la finitude de notre biosphère et de la nécessité de prendre en compte cette dimension. Je suis un enfant du développement durable, notion que je découvre en 1992 au moment du sommet de la terre à Rio. L'humanité convient alors qu'elle doit se saisir de cette injonction de bien adapter sa trajectoire mais je dois constater que cette raison n'a pas pris totalement et que la trajectoire n'a pas été suffisamment infléchie. Une leçon que je retire : nous ne sommes pas qu'un monde d'ingénieurs, de rationalité. Fournir des indicateurs ne suffit pas pour que de bonnes décisions soient prises. Il n'y a pas que les ingénieurs qui peuvent être déçus des manques en matière d'orientation : il y a aussi des personnes spirituelles. On peut évoquer l'encyclique du pape François « Laudato Si », mais qui n'est pas la première prise de parole sur ce sujet de la part de la communauté chrétienne qui a déjà alerté, que ce soit sur la question sociale, écologique, environnementale, du dialogue entre les peuples. Cela reste un combat à mener !

Politiquement, j'ai été inspiré par Pierre Mendès-France et Michel Rocard. J'ai milité au Parti socialiste pendant 17 ans avant de passer au parti écologiste Europe Ecologie Les verts sans avoir l'impression de « changer de vêtement » mais en me déplaçant un peu sur un échiquier où je pensais qu'il fallait porter certains combats encore un peu plus fortement. C'est très facile de se diviser, en politique particulièrement. Le plus compliqué, c'est toujours de rassembler, de faire dialoguer mais c'est indispensable, surtout s'il est question de bien commun, de donner une trajectoire collective à notre monde.

Dans mes influences, je dois citer Edgar Morin qui est une lecture très revigorante particulièrement au sujet du lien entre la science et la conscience. Sa pensée complexe me parle et me permet de trouver des outils.

Je souhaite aussi citer P.H. Ray et S.R. Anderson, sociologues américains, qui ont écrit à la fin des années 90 l'ouvrage « L'émergence des créatifs culturels » : après une étude poussée, ils ont révélé qu'il y avait aux Etats-Unis deux grands blocs qui s'affrontaient depuis bien longtemps, les traditionalistes et les modernistes, mais qu'en fait il y avait un troisième bloc invisible qu'ils ont choisi d'appeler « créatif culturel ». Ces gens avaient des valeurs de localisme, de féminisme, d'écologie, d'action concrète, d'entraide et représentaient 25% de la société américaine en 1999, un énorme bloc, invisible, mais peut-être l'émergence de ce que nous espérons voir arriver comme valeur importante. Il s'agissait de montrer que les blocs visibles sont ceux qui s'affrontent mais que ceux qui agissent et travaillent au quotidien sont plutôt invisibles. C'est un signe d'espoir !

Je voudrais aussi citer Patrick Viveret qui nous parle de la sidération, nous dit que le contraire de la sidération est de « désidérer ». Là est l'origine du désir : désirer c'est se « dé-sidérer ». C'est une des révélations de ce philosophe conseiller d'Etat passionnant, qui est toujours dans la pensée positive et conviviale.

Mes lectures plus récentes m'emmènent du côté d'une écologie plus sensible en lien avec le vivant, Isabelle Stengers par exemple, avec cette idée que nous ne sommes pas que dans un monde d'ingénieurs. Nous devons nous ouvrir à des récits différents, un peu moins dans le rationalisme.

L'aventure « Castanet en commun »

Deux mots de l'aventure de « Castanet en commun » pour en venir vraiment à la politique concrète. Nous nous sommes engagés à partir de 2019 à nous présenter aux élections municipales dans une démarche la plus collective, ouverte, rassembleuse possible. J'étais impliqué dans les mouvements politiques locaux. Quand arrivent les élections se profile à l'horizon la question « vais-je m'engager ? ».

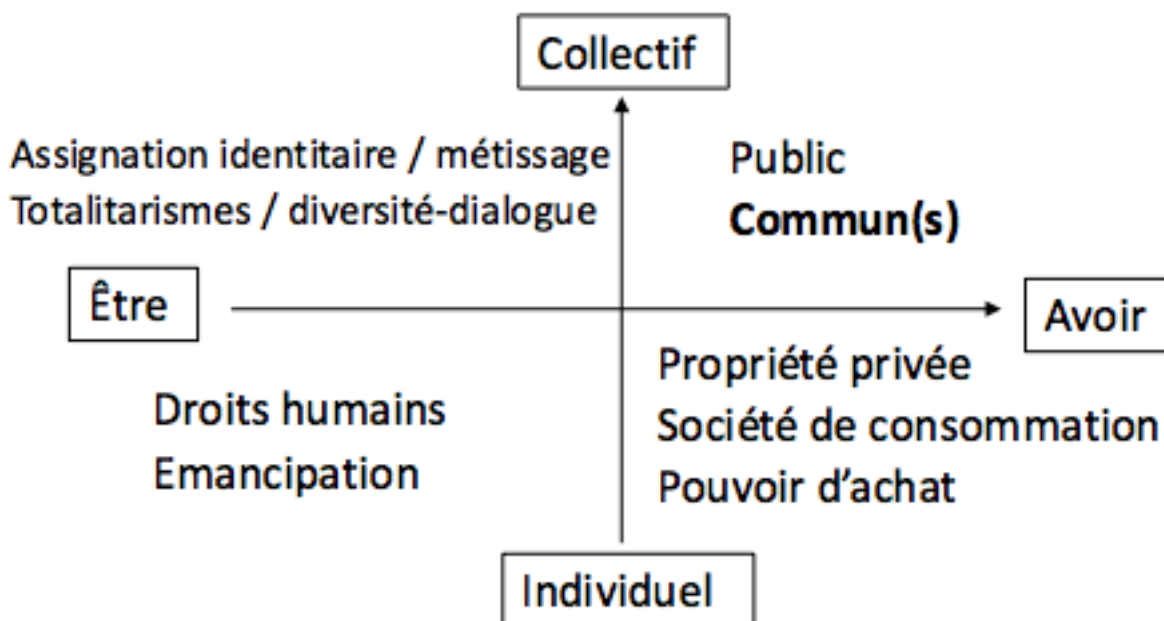
Une étape est franchie lors de la projection d'un film « Qu'est-ce qu'on attend ? » de Marie-Monique Robin sur l'aventure municipale d'une petite commune aux environs de Mulhouse, Ungersheim. Ce documentaire a été projeté ici au Ciné 113 lors d'une soirée organisée par le CODEV, conseil de développement du Sicoval. A la fin du film, lors du pot, Cécile Valverde, la présidente du CODEV, me demande si je prévois quelque chose pour les élections. Je lui dis que si je m'engage ce sera pour faire ce qu'on vient de voir au cinéma.

« Qu'est-ce qu'on attend pour vraiment s'y mettre tous ensemble ? ». Nous sommes partis sur cette idée d'agir pour la transition sociale, solidaire, citoyenne, écologique, tout cela formant un tout bien organisé. Cela a été une aventure humaine et collective superbe, soldée par une victoire électorale. Pendant une année, nous n'avons fait que cela : nous réunir une fois par semaine, faire du porte à porte, construire un projet municipal avec un groupe de plus en plus large de personnes qui sont venues contribuer, apporter des idées avec l'objectif de donner la parole beaucoup plus largement à toutes les personnes désireuses de la prendre. A ce sujet, le livre « Le pouvoir d'agir des citoyens » de George Dhers me parle beaucoup : favoriser la possibilité d'agir des citoyens, donner une orientation autour de la transition, aller vers un monde plus humain, plus solidaire, plus respectueux des limites donc plus modéré dans son impact et d'essayer de le faire avec le groupe le plus large possible.

Nous avons appelé notre groupe « Castanet en commun ». Il y a eu pas mal de listes « en commun ». Je me souviens d'une anecdote à ce sujet. Une dame m'a demandé pourquoi nous appelions cette liste ainsi et je lui ai répondu : « Vous et moi, qu'avons nous en commun ? Nous ne nous connaissons pas. ». Finalement, à la fin de la discussion, nous avons reconnu que ce que nous avons en commun, c'est Castanet. Nous habitons au même endroit, nous partageons un espace public, toutes les composantes qui font une ville, de l'espace, des institutions, un milieu associatif, un groupe d'humains qui sont plus ou moins égoïstes ou solidaires...

Réflexions autour du commun et des communs

Je reviendrai sur notre action dans ma troisième partie. Je voudrais maintenant creuser cette histoire de communs avec quelques idées fortes à l'aide de ce schéma (probablement imparfait), avec en horizontal ce qui relève de l'être et de l'avoir (il existe d'autres dimensions, notamment le « faire », mais « être » et « avoir » restent deux polarités centrales), et en vertical de l'individuel et du collectif.



Dans l'**être individuel**, je mets notamment, dans une vision assez politique je l'avoue, les droits humains au sens large, les questions d'émancipation qui sont essentielles. Bien sûr, dans une vision spirituelle, il y a autre chose mais, dans une dimension politique et civique, ce sont des choses importantes. Nous constatons aujourd'hui que ces droits ne vont pas de soi : les droits humains sont objet de batailles permanentes dans plein d'endroits du monde, y compris dans notre pays. La Ligue des droits de l'Homme n'est pas au chômage ; les avocats qui se battent encore et encore sont à citer, dans cette période dramatique où un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis revient sur le droit à l'avortement. Il faut chérir cette dimension !

Dans l'**être collectif**, il y a des tensions très fortes parce que parfois l'être collectif, c'est l'assignation identitaire (vous êtes réduits à ce que vous êtes, un homme/une femme, un blanc/un noir, un jeune/un vieux... ou un français/un étranger). En face de cette assignation identitaire, avec des mouvements identitaires puissants, il y a le métissage qui est à la fois une réalité objective et un état d'esprit d'ouverture et de non réduction. J'ai mis aussi les totalitarismes : tout le monde pareil. « Vous êtes russe donc vous pensez comme un Russe » : c'est du nationalisme qui conduit très vite à du totalitarisme. En face se trouvent les questions de diversité, de dialogue. Ce côté de l'être collectif est un endroit de bataille philosophique, politique permanente.

Dans le domaine de l'avoir, il y a l'**avoir individuel**, qui est hyper présent dans notre société. C'est le domaine de la propriété privée, de la société de consommation ; j'y ai mis le pouvoir d'achat. Quand la question sociale se réduit dans beaucoup de discours à la question du pouvoir d'achat, c'est un appauvrissement du discours politique car cette question ne résume pas notre relation à l'avoir et au matériel.

De l'autre côté, dans l'**avoir collectif**, j'ai mis deux mots, le public et le commun.

Le « tout-public »

Nous, personnes de gauche, sommes très attachées au public (les biens publics, les services publics...) mais nous reconnaissons que le tout-public présente un certain nombre de faiblesses.

D'abord une dilution de responsabilité : c'est public donc c'est à personne. Le public, c'est vous élus qui vous en occupez : d'accord, mais avec quelles ressources ? Essentiellement des ressources fiscales : je paie mes impôts donc j'ai droit au service public ! Le raccourci est assez rapide par moment : « je paie mes impôts donc j'ai droit à une place en crèche pour mes enfants ». Et bien non, le service public de la petite enfance ne couvre pas 100% des demandes : il faudra parfois recourir à une assistante maternelle agréée.

Ensuite les difficultés de financement : il ne vous a pas échappé dans les débats politiques que, quand on commence à parler fiscalité, on parle de dettes, on entend « on ne peut plus se payer tel ou tel service, tel ou tel dispositif ». Les trains du quotidien, les petites lignes ferroviaires, c'était pratique, mais, en tant que service public, on ne peut plus se les payer. Sinon on entrerait dans un monde plus pauvre, et la première chose que l'on retire est ce qui est à tout le monde.

Il y a une tension sur cette question du public. Imaginer que toute la gestion collective passerait par les biens publics, c'est ignorer quelque chose de la complexité, de l'histoire.

La notion de « communs »

C'est là que les « commun(s) » font leur apparition. J'ai mis le "s" entre parenthèses, parce qu'on appelait cela les communs ou les « commons » en anglais : c'est tout ce qui est mis en partage de façon régulée à l'intérieur d'une communauté. Ils ne sont donc pas ouverts à tout le monde, et la question de qui a accès aux communs se pose. Mais le commun (au singulier) peut devenir un principe. Le livre « Le commun, essai sur la révolution du 21^e siècle » par Pierre Dardot et Christian Laval, philosophes et sociologues plutôt de tradition marxiste, propose un inventaire extrêmement intéressant sur comment cette notion de commun peut revivifier celle de révolution : une transition vers quoi ? Une transition bien radicale, c'est une révolution c'est à dire un changement de côté, un tour sur soi-même pour changer d'époque. La République est arrivée par une révolution : le mot révolution n'est pas tabou, il est à utiliser avec raison.

Les communs relèvent d'une notion ancienne : les biens communs, c'était la réalité dans l'ancien temps. Il y a un lien entre « commun » et « commune ». Si vous vous intéressez à l'histoire médiévale de Toulouse, vous savez qu'avec les Capitouls, il y avait une gestion sous forme de communs à l'échelle d'une cité. Ce n'était pas la démocratie moderne, mais beaucoup de choses étaient en jeu et fonctionnaient : la fiscalité, la défense, la justice de paix. C'était un régime de proximité qui avait beaucoup de qualités en matière de durabilité et de gestion prudente, humaine, humaniste même, des biens de la cité. Les Capitouls de Toulouse ont été progressivement dessaisis de leur pouvoir par le pouvoir central. On arrive à l'apogée du Roi Soleil, Louis XIV : les Parlements locaux ont été dépossédés de tous leurs pouvoirs un peu importants au profit d'un pouvoir central.

En Angleterre, il y avait les « commons », endroits où l'on pouvait faire paître les animaux, chercher du bois... Cela a été beaucoup documenté. La même chose existait en France avec les communaux : on en a encore des restes (bois communaux, prairies communales). Il y a aussi dans certaines villes des sections communes, morceaux de la commune avec des accès spécifiques, régulés par des lois anciennes. Ce sont des îlots de résistance qui ont été attaqués par l'histoire. Une association « force de défense des droits et biens des communautés villageoises et des membres de sections de communes » tient un site à jour avec une dernière actualité sur l'affouage, possibilité de faire son bois dans des bois communaux. Une jeune femme de Castanet, Julie Deconchat, écrit actuellement une thèse sur la gestion des communs notamment dans les îles au nord de l'Ecosse, ainsi que dans les sections de communes françaises.

Le sujet est intéressant car on nous impose une opposition un peu stérile, le « tout public » ou le « tout privé ». Aujourd'hui, on nous dit : « nous n'avons plus les moyens pour le public, le privé gère beaucoup mieux les choses, transférons tout cela au privé avec les bonnes règles ». Eh bien non, il y a un intermédiaire qui peut être ranimé.

Dans le débat philosophico-historique ou politico-historique figure cette question. En 1968 est paru un article « La tragédie des communs » de Garrett Hardin, qui expliquait qu'on avait bien fait d'enclorre et de transférer au privé (on a appelé les « enclosures » le fait de mettre des clôtures et de transférer la jouissance exclusive à un propriétaire) car de toutes façons les communs cela ne marche pas : quand plusieurs personnes doivent régler l'usage d'un pâturage ou d'un bois, chacun essaie de s'approprier la plus grande partie et on va couper des arbres en dépit du bon sens, cela va assécher et abîmer le lieu. En fait, c'est faux, c'est une posture idéologique. J'ai trouvé un article du Journal du CNRS de Fabien Loché, « La tragédie des communs était un mythe » écrit en 2018. Une personne l'avait révélé au grand jour entretemps, c'est Elinor Ostrom, une économiste américaine, qui a eu le prix Nobel d'économie (appelé aussi prix de la Banque de Suède) en 2009. Elle a étudié un grand nombre de communs dans le monde et démontré que l'on pouvait très bien les gérer, avec quelques conditions (huit) : ce n'est pas un travail théorique mais un travail basé sur l'observation.

Il y a en Suisse et dans le Jura un certain nombre d'endroits où l'on gère en commun des ressources rares (pâturages, bois, irrigation). J'ai visité une petite île des Canaries, la Gomera, où le réseau de petits canaux permettant d'irriguer les champs est géré comme un commun de chaque vallée, avec des Conseils pour s'en occuper, des contributions pour payer les petits travaux d'amélioration pour tous. Je crois qu'il faut ranimer cette notion de bien commun, la faire connaître, se mobiliser pour le présent et l'avenir.

Les limites du concept de « planète Terre » vue comme « maison commune »

On entend « C'est bon (ou mauvais) pour la planète ». Cette formule pose question : certains disent « la planète n'en a rien à faire ! ». Auparavant, nous n'avions pas la conscience planétaire : nous voyions plutôt midi à notre porte. Il y a une révolution dans l'imaginaire qui peut être datée de 1972, quand une mission Apollo a fait la première photo de la terre vue de l'espace, cette planète bleue extraordinaire avec ses nuages, ses océans. On a pu se dire : « Chic, l'humanité a enfin une image de son habitat, elle va avoir la sagesse d'en prendre soin ». Sauf que l'humanité, c'est trop grand : 7 milliards d'individus, l'humanité, ne pense pas, ne parle pas.

Il est possible de débattre de ce point de vue. Je pourrais citer Teilhard de Chardin : oui, il y a des liens que l'on peut activer à des échelles de plus en plus grandes pour avoir une humanité consciente. Sauf que cela ne se fait pas en claquant des doigts ! Cela se fait en commençant par agglomérer des petites communautés, qui ensuite se mettent d'accord et s'agglomèrent de manière plus large.

Or, dans nos sociétés, nous sommes sur des phénomènes centrifuges d'éclatement, d'individualisme à outrance. J'en veux pour signe les réseaux sociaux. Elinor Ostrom cite le fait que le capital social est très important pour la mise en commun. Le capital social, c'est la mise en réseau des énergies dans une société. Mais ce que nous appelons aujourd'hui réseau social, Facebook ou Twitter, est le contraire d'un vrai réseau. C'est un réseau artificiel d'individualités car tous les algorithmes font que se rapprochent seulement des personnes qui pensent la même chose. Cela crée des bulles identitaires.

Il sera difficile de passer du jour au lendemain à l'humanité intégrée qui pense la planète comme une maison commune. Je voudrais citer Bruno Latour (« Où atterrir ? ») : la planète n'existe pas ; ce qui existe, c'est la zone de vie de quelques kilomètres carrés, notre habitat. Il faut travailler à l'échelle humaine, se demander de quoi nous dépendons et comment nous nous occupons de notre environnement proche.

Passer du public au « commun », une prise de conscience et des processus

Mon propos a été un peu philosophique car j'avais envie de partager avec vous un certain nombre de découvertes personnelles autour du sujet des communs. Maintenant je vais en venir à la question « Comment ces idées peuvent-elles éclairer l'action municipale ? ».

Passer du public (l'espace public, l'équipement public) au commun : oui mais pas intégralement car il reste du public qui a absolument vocation à le rester. C'est très important ! En tant qu'élus municipaux, nous sommes garants de tout ce qui est public, mais nous essayons de faire naître aussi, entre le public et le privé, une zone nouvelle, une zone de projet que nous allons appeler « le commun ».

L'espace public

Vous avez sans doute remarqué que, de plus en plus ces dernières années, ont été construites des résidences d'habitation fermées. Il y a deux raisons. La première, c'est que les gens aiment beaucoup s'abriter derrière des murailles, des portails, des systèmes de contrôle d'accès... Mais il y a une autre raison, qui est beaucoup moins liée à la demande des habitants, c'est que, pour la commune, si les espaces autour des immeubles sont publics, alors il faut qu'ils soient entretenus par les services des espaces verts, de la voirie... S'ils sont privés, c'est la copropriété qui s'occupe de les gérer ! D'où une démarche qu'un certain nombre d'entrepreneurs ont entamée il y a une trentaine d'année : ils sont allés voir les communes et leur ont dit « Nous allons vous faire des résidences fermées, cela vous coûtera beaucoup moins cher à entretenir ». A l'échelle française, ce sont des toulousains, Monnet-Decroix, qui ont été pionniers dans cette invention « géniale ». Ce sont les « enclosures » modernes : « Nous allons vous mettre des clôtures ; vous allez voir, ce sera beaucoup plus facile pour tout le monde, parce qu'au moins chacun saura où il est, chacun saura chez qui il est. »

C'est une bombe à retardement ! L'espace public devient une succession d'espaces privés dans lesquels personne ne rentre. Quand vous voulez rendre visite à un ami et que vous n'avez pas son numéro de portable, vous voulez toquer à sa porte, c'est impossible. Cela n'avait pas été pensé au départ et a une empreinte de plus en plus lourde sur la vie, les échanges entre personnes. Dans certaines résidences, à la question « Vous faites des fêtes de voisins, des repas partagés ? », il vous est répondu « Ah non, le syndic ne veut pas ». Cela fait réfléchir. A Castanet, nous avons un très bel exemple de résidence avec des espaces publics qui arrivent au pied de chaque immeuble : c'est la résidence des Ormes. Nous y entendons dire « Là, il y a une qualité d'espace ; c'est intéressant, il y a de la convivialité, des échanges entre personnes. » Ce n'est pas un hasard !

Qui décide ?

A Castanet depuis deux ans, dans ce processus pour passer du public à l'émergence du commun, s'est posée la question « Qui décide ? ». La question de la participation citoyenne y entre dans le cadre de la démocratie participative qui met en place un certain nombre d'outils, pas parfaits, pas définitifs, mais dénotant une volonté d'ouverture et de dialogue.

Je pense que passer d'une société où votre avis vous est demandé une fois tous les six ans, au moment des élections, à une société où vous participez à la décision, à la discussion, au débat en permanence prend du temps. Cela prendra peut-être deux mandats pour changer les habitudes... Jo Spiegel, maire de Kingersheim en Alsace pendant 31 ans, est un des pionniers de la vie participative locale avec expériences, essais, erreurs, limites des dispositifs... qu'il décrit dans son ouvrage « Nous avons décidé de décider ensemble ».

Nous en sommes à Castanet à poser une proposition, à la faire vivre avec sincérité mais il reste du chemin à parcourir. Trois élus dans notre équipe portent cette question de la démocratie participative. Ils ne chôment pas, inventent de nouvelles instances. Nous avons d'abord les commissions extra-municipales, l'observatoire des comptes publics, des instances adaptées. Et plus récemment, nous avons créé les agoras de quartiers qui permettent de placer le débat à une échelle plus locale pour des questions n'intéressant pas tout le monde, par exemple la question des « trottoirs devant chez nous ».

Quelqu'un m'a dit « Je suis attaché à la démocratie coopérative » et quelqu'un d'autre a ajouté « la démocratie contributive ». Je me suis renseigné : la démocratie coopérative, c'est à peu près comme la démocratie participative ; la contributive c'est un peu plus nouveau. J'ai trouvé un article sur un blog de la Caisse des dépôts qui dit « L'émergence de la démocratie contributive se joue dans les tiers-lieux ». Nous en avons quelques uns à Castanet : le Grenier qui a ouvert l'année dernière au centre ville et le « centième singe » dans les locaux de l'ITEP sur les coteaux. Les tiers-lieux sont des endroits de « faire ensemble », où chacun vient pour contribuer : il ne s'agit pas vraiment de consommer mais de produire puis consommer ce qui a été produit ensemble. Parfois le tiers-lieu est réduit à l'idée de coworking : c'est une vision trop étroite, utilitariste, un peu simpliste.

Qui fait ?

J'aime beaucoup parler de la France de « Carnets de campagne », émission de France-Inter. C'est une émission « feel good » : quand on écoute ça, on sort avec le moral, on se dit que dans notre pays il y a plein d'initiatives sympathiques, pas seulement dans les métropoles, dans les endroits branchés, à la mode du point de vue touristique et autre. Partout, sur le terrain, des gens se remontent les manches pour faire et faire ensemble.

Il y a la question du « qui fait ? ». Dans les services publics, vous avez ceux qui font, des employés publics, et ceux qui consomment. Dans les communs, on est beaucoup moins dans « qui produit ? » et « qui consomme ? » que « qui fait ensemble ? ».

Il y a une initiative que j'aime beaucoup, à Loos en Gohelle dans le Pas de Calais, mise en place par Jean-François Caron qui en est le maire depuis 2001. Loos-en-Gohelle est à vingt minutes d'Hénin-Beaumont. C'est la même sociologie, la même histoire de bassin minier : les deux plus grands terrils d'Europe et la dépression terrible de la population après la fermeture des puits quand elle se retrouve avec un paysage jugé comme dévasté et une situation sociale inimaginable chez nous. Il y a plusieurs modes de réponse. Celui de Jean-François Caron a été de se remonter les manches, de faire vivre les sentiments de fierté : « Les terrils sont l'oeuvre de l'homme dans un mouvement qui a été jugé positif pour le progrès : ne soyons pas honteux. Nous sommes les premiers à prendre conscience d'une transition puisque la fin du charbon c'était le début d'une nouvelle ère... ». A Loos-en-Gohelle, ils ont inventé un petit principe que moi j'adore, le « fifty-fifty » : « Vous êtes quelques habitants, vous avez envie de monter un projet qui a un intérêt général : faites-en la proposition et, si vous vous occupez d'une partie, la mairie vous apportera l'autre moitié. Vous faites la moitié des travaux, la mairie fait l'autre dans une bonne intelligence entre les deux ». Faire ensemble, partager l'effort, voilà une idée assez inspirante. A Castanet, nous nous servons tous les jours de cette référence.

La création de « communs » à Castanet

Voilà une liste d'exemples de ce que nous avons mis en place en mode « fifty-fifty ».

Les « **jardins partagés** » sont un peu différents des jardins familiaux dans lesquels chacun a sa parcelle. Le jardin partagé, c'est un seul jardin qui va être cultivé en commun selon des règles qui vont être définies ensemble. Il y a de la place pour tout le monde, ceux qui savent, ceux qui ont plus de force physique. Il peut y en avoir un qui ne touche jamais la terre parce qu'il a mal au dos, un habitant du quartier qui aime le contact humain et qui vient faire le café et la conversation. Il n'est pas exclu, il fait partie de ce groupe.

Une commission extra-municipale traite du patrimoine qui est un bien commun extraordinaire. Le fonds du **musée de Castanet** a été constitué grâce aux contributions de personnes qui ont eu envie de s'investir, à travers l'association Abaréjadis. L'association s'est arrêtée l'année dernière car elle avait du mal à trouver des bénévoles. Cette initiative est reprise à l'échelon municipal sur un mode de communs « fifty-fifty ».

Elus depuis deux ans, nous n'avons autorisé aucun nouveau programme d'habitat collectif car quelques projets qui se construisent sont un peu excessifs. Le premier projet que nous allons accepter comporte 58 logements dont 25 en **habitat participatif**. Dès le début, une partie des futurs habitants se met d'accord sur la gestion d'une salle commune, d'une buanderie, d'un potager... Avant même d'emménager, ces personnes commencent à se réunir avec l'assistance d'une association pour décider comment ils vont mettre en partage ces espaces.

La « **Rafistolerie** » est une autre initiative qui occupe les locaux de l'ancienne Poste. Le principe : réemployer des vieux objets qui sinon seraient partis à la déchèterie. Cela ne marche que si vous avez une collaboration riche entre, d'un côté des collectivités qui vont financer, et de l'autre un groupe de bénévoles qui rentrent dans cette logique du bien commun.

Je vais terminer en évoquant notre **projet alimentation durable** qui comporte trois piliers.

1. *La restauration scolaire* qui relève de nos compétences. Aujourd'hui, les repas sont préparés à distance, arrivent dans des camions frigorifiques, sont réchauffés dans des bacs. Demain, nous allons relocaliser la préparation des repas, ce qui a déjà été fait dans d'autres communes proches, Auzeville notamment. La relocalisation est associée à l'éducation au goût, et la lutte contre le gaspillage alimentaire... pour que les enfants ne croient pas que « les poissons sont carrés » et qu'ils se reconnectent à la question de leur alimentation.
2. *La "ville nourricière"* qui consiste à faire en sorte qu'une partie des terres de notre commune serve à faire pousser des fruits et légumes qui nourrissent la population. Le potentiel agricole de certaines de nos terres est étudié. Les terres de communes périurbaines comme la nôtre ne sont plus en culture depuis longtemps car les propriétaires avaient anticipé le fait qu'un jour ou l'autre leur terrain serait constructible. Nous revenons en arrière par rapport à ce sens du progrès qui avait été écrit un peu vite.
3. *La démocratie alimentaire* qui relève de la solidarité. Dans notre pays, les gens qui ont un peu de pouvoir sur leur alimentation sont les gens qui ont un peu de moyens. En dessous d'un certain seuil, vous ne mangez que ce qu'on vous laisse. De façon cynique, la pauvreté sert de débouché à la catégorie la plus basse des produits agro-alimentaires et c'est une grande injustice. Nous portons des projets de Sécurité Sociale de l'Alimentation, d'épicerie solidaire. Nous travaillons sur des ateliers culinaires avec l'association « Bartimée » et ainsi que « Cocagne alimentaire » qui est une émanation du réseau des « jardins de Cocagne », jardins de production maraîchère où l'on facilite la réinsertion économique de personnes éloignées de l'emploi. Ces jardins proposent des paniers de légumes pour ceux qui le souhaitent, mais comme leurs salariés en insertion ont des moyens plus faibles, les jardins se sont structurés pour distribuer des paniers solidaires, les plus aisés payant une part plus élevée. Nous sommes engagés dans « Territoires à Vivres » avec le « Secours Catholique », les « jardins de Cocagne », l'association « VRAC » (Vers un Réseau d'Achat en Commun), l'UGESS (Union nationale des Groupements d'Épiceries Sociales et Solidaires), les CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu Rural). Ce projet nous tient très à cœur. Il n'y a pas de service public de l'alimentation, il n'y a que du privé et du caritatif. En travaillant avec ces associations, nous comblons cette lacune.

Bibliographie

- « **Commun – Essai sur la révolution au XXI^e siècle** »
Pierre Dardot et Christian Laval – Editions La Découverte – 2014, 2015 (poche)
- « **Le pouvoir d'agir des citoyens – Comment ils créent des liens, des activités, des emplois...** »
Georges Dhers, préfaces de Jean-Baptiste de Foucauld et Alain de Vulpian – Editions de la Chronique Sociale – 2019
- « **Résilience écologique : Loos-en-Gohelle, ville "durable"** »
Philippe Gagnebet – Ateliers Henry Dougier – 2015
- « **Où atterrir ? – Comment s'orienter en politique** »
Bruno Latour – Editions La Découverte – 2017
- « **Nous avons décidé de décider ensemble – Une expérience de renouveau démocratique** »
Jo Spiegel, préface de Raphaël Glucksmann – Editions de l'Atelier – 2020
- « **Oser s'impliquer pour transformer la démocratie, Guide pratique, Tome 2 – Des collectifs citoyens passent à l'acte! Valeurs, méthodes, outils...** »
Christian Proust, postface de Vincent Beillard, Sabine Girard et Fernand Karagiannis – Editions Rue de l'Echiquier – 2021
- « **Résister au désastre** »
Isabelle Stengers, postface d'Emilie Hache – Editions Wildproject – 2019
- « **La démocratie des communs** »
n°486 de la revue Esprit, juin 2022



En 1993, le réseau internet devenait accessible en France et s'est répandu comme une traînée de poudre aussi bien dans les entreprises, les écoles et universités que dans les foyers. Au fil des années, nous nous sommes habitués à disposer d'un téléphone mobile dans notre poche, à communiquer par Skype avec nos familles à l'étranger ou à regarder des films sur des plateformes de diffusion Ces outils que l'on appelle numériques se sont développés parce que la façon de coder le son et les données avait changé (on est passé d'un codage analogique à un codage binaire) ce qui rendait plus facile et moins coûteux l'émission, le stockage et le transport des données.

Cette transformation technologique constitue une véritable révolution pour les concepteurs mais aussi pour les utilisateurs qui doivent apprendre à les employer via des procédures sophistiquées et non par une simple compréhension des principes physiques (comme pour le marteau et la poulie). Si elles réduisent de nombreuses contraintes liées à l'espace, au temps et à l'effort, elles transforment par là même notre rapport au monde vivant.

La rapidité de leur diffusion en Europe et en France est porteuse tout à la fois de risques et d'opportunités qui nous affectent en tant que personnes mais aussi en tant qu'êtres en relation. Comme le rappelle D. Gabor, prix Nobel de physique, « tout ce qui est techniquement faisable, possible, sera fait un jour, tôt ou tard, nous ne savons pas par qui, mais ce sera fait ».

Quelques repères chronologiques

- 1976 Téléphonie mobile • 1993 internet • 1997 1^{er} réseau social • 2003 Création de Skype en Estonie • 2005 Facebook • 2007 Premier « smart phone » • 2009 WhatsApp • 2010 Ipad • 2013 Développement de la 4G • 2014 Netflix débarque en France, Apple présente « l'apple watch », 1^{er} montre connectée • 2021 Présentation du Métavers

Les technologies ne sont pas le résultat inévitable des progrès scientifiques ; elles reflètent les choix faits par les hommes, qu'ils soient politiques ou économiques, nationaux ou individuels. L'usage qu'il en est fait peut dévoyer l'intention de l'inventeur, comme il peut au contraire la magnifier. En entrant dans la vie communicationnelle et ce d'une façon planétaire, les outils numériques confrontent chaque personne à une révolution technique qui suppose prise de conscience et choix personnels.

Les hommes fabriquent les technologies... Les technologies façonnent les hommes...

Il y a 80 ans, pour qu'une automobile démarre, on utilisait un outil : la manivelle ; dans nos voitures, équipées de démarreurs électriques, une simple pression sur un bouton suffit, parfois même la carte qui est dans notre poche évite ce geste. Il y a 50 ans, quand on hésitait sur l'orthographe d'un mot, on ouvrait un dictionnaire ; maintenant on ouvre son téléphone ou son ordinateur. Depuis 3 ans, quand vous avez envie de regarder un film, vous regardez ce qui se joue au cinéma le plus proche ou vous allez sur Netflix... Ce petit rappel met en évidence que l'accès à une nouvelle technologie change nos comportements d'utilisateurs, de consommateurs... En fait, parce qu'il s'est installé aussi bien dans nos vies professionnelles que personnelles, le développement des technologies numériques façonne notre rapport à l'ensemble de notre environnement : au temps et à l'espace, à autrui et à nous-mêmes, à l'information et à la culture.

Rapport au temps et à l'espace

Ces deux éléments sont intimement liés. L'accès aux lieux, qu'ils soient géographiquement proches en kilomètres ou lointains, avait été modifié au cours du 20^e siècle par le développement des transports automobile et aéronautique. Mais la diffusion de l'internet nous met en contact immédiat par la voix et l'image avec tout correspondant relié au web. Si les échanges en « visio » n'ont pas la même richesse qu'un contact en présentiel, ils atténuent le besoin de rencontre physique, ou compensent les manques liés à l'absence.

Sur le plan professionnel, la rencontre « en visio » fait gagner du temps et réduit les coûts. L'utilisation du courrier électronique a, parallèlement, profondément transformé les relations hiérarchiques et entre collègues. Alors que l'information interne à l'entreprise suivait un chemin ascendant ou descendant hiérarchiquement, elle se propage transversalement entre collègues souvent à l'insu de la hiérarchie, ouvrant la voie à des échanges plus diversifiés. Toutefois, elle réduit aussi les contacts oraux : il ne reste plus que les discussions devant la machine à café...

Sur le plan personnel, les plus âgés souffrent moins de l'éloignement de leurs proches et la génération des « milleniums » (nés après 2000) semble se satisfaire d'une amitié « virtuelle ». . . Ces amitiés sont-elles suffisantes ?

Rapport à autrui

L'accès plus aisé à des lieux et personnes éloignés modifie fréquemment notre relation à autrui. Il en est ainsi de notre sensibilité aux événements nationaux ou très lointains, de façon parfois peu perceptible ou au contraire très profonde (catastrophes naturelles, guerres. . .). Mais la multiplication des expériences internationales, qu'elles soient professionnelles ou touristiques, peut accentuer encore cette sensibilité aux événements du monde.

La généralisation apparente de ces contacts virtuels ne doit toutefois pas faire oublier que nombreux, même en France, sont ceux qui n'y ont pas accès (zones blanches, absence d'équipements ou de domicile fixe, méconnaissance des modalités d'usage. . .) ce qui conduit à des situations d'exclusion involontaire, lourdes de conséquences sur le plan de l'accès aux droits, à la vie professionnelle, à la vie sociale...

N'oublions pas aussi que la relation virtuelle réduit la dimension non verbale de l'échange qui, d'après les recherches en sociologie, constitue plus de 55% des éléments informationnels échangés. Donc, si des relations virtuelles ouvrent vers davantage "d'autrui", elles sont moins riches, si elles ne sont pas approfondies par des échanges réguliers dans le temps, en face à face.

Rapport à nous-mêmes

L'accès à des relations et échanges diversifiés conduit aussi au développement d'une introspection plus approfondie, à une nouvelle façon de s'objectiver, de se raconter et d'agir sur soi, mais qui peut aussi aller jusqu'au narcissisme, à un repli sur soi ou sur une communauté réduite (tendance sectaire). La période de l'adolescence semble particulièrement affectée par ce risque. D'aucuns parlent « d'écranisation » des esprits, accentuée par l'effet « FOMO » (fear of missing out, peur de manquer quelque chose) qui conduit à une utilisation compulsive du téléphone et des outils numériques.

Rapport à l'information et à la culture

Le développement du numérique et de l'internet rend les sources d'information plus accessibles, et souvent moins coûteuses. 38% des français s'informent désormais essentiellement sur le web, le chiffre monte à 77% pour les 18-25 ans.

Mais l'information proposée est moins structurée et les plateformes qui la diffusent ciblent les contenus qu'elles diffusent en fonction des caractéristiques et des goûts des personnes qui s'y inscrivent ou les utilisent. Ainsi l'amateur d'un sport, d'un lieu, d'un produit se verra proposer des informations ciblées sur ses thèmes de prédilection et ne sera pas invité à s'ouvrir à d'autres messages.

Pour autant, via la modification de notre rapport au temps et à l'espace, le numérique a ouvert toutes grandes les portes de l'accès à la culture. Spectacles, artistes ou scientifiques peuvent répondre à toutes nos curiosités, au moment que nous jugeons opportun et sans bourse délier. Bien que la virtualité réduise le langage du corps, la voix, la parole, le geste peuvent nous faire découvrir émotions et connaissances quelle que soit la distance qui nous sépare de l'artiste ou de l'interlocuteur. Si la télévision analogique avait fait naître des espoirs de diffusion des connaissances, le digital ouvre des opportunités bien plus grandes car l'internaute devient acteur de sa recherche, alors que la passivité caractérisait plus fréquemment le téléspectateur. La récente période de confinement liée à la pandémie a ainsi conduit à mettre en valeur l'accroissement des pratiques amateurs sur internet (vidéo, photographie, mais aussi écriture, musique et arts graphiques) ... en particulier pour les moins de 30 ans.

Vivrons-nous désormais plus ou moins ensemble ?

Si les technologies nous façonnent, c'est parce qu'elles sont riches d'opportunités auxquelles nous sommes sensibles comme nous l'avons vu plus haut. Mais nous côtoyons aussi les risques dont leur usage est porteur et qui transparaissent « en creux » de toutes les opportunités.

Si l'accès à l'information est plus aisé, c'est que sa diffusion a largement dépassé les media officiels pour s'appuyer sur les réseaux sociaux qui permettent, à tous ceux qui peuvent se brancher sur internet, de faire connaître largement tel évènement personnel, local, sectoriel... et trouver ainsi une écoute. Le débat peut être lancé, mener à une discussion, une disputatio... si comme le rappelle HG.Gadamer « Etre ouvert à l'autre implique que j'admette de laisser s'affirmer en moi quelque chose qui me soit contraire ». L'engagement personnel et/ou collectif peut en être alors le fruit.

Si le numérique permet de fait de combattre certains isolements, peut-il être un support de la démocratie, voire un bien commun ? Parce que la démocratie se nourrit d'échanges et de discussions, l'accès à l'information numérique peut enrichir le « vivre ensemble ». Mais, les pratiques de diffusion de « fake news », de harcèlements, de vols de données... sont suffisamment fréquentes pour réduire la confiance que l'on peut accorder à ce mode de diffusion de l'information. Le rôle joué par certains influenceurs privés ou publics fait naître des inquiétudes quant aux effets positifs du web sur les pratiques démocratiques.

L'économiste américaine E. Oström nous propose un chemin de réflexion avec sa définition d'un bien commun. Un bien peut être considéré comme commun dès lors qu'une communauté en assure la gouvernance : création, maintenance, renouvellement, règles d'usage et résolution des conflits. N'est-ce pas ce que suggèrent les réflexions éthiques sur l'usage du numérique ou les réglementations nationales RGPD, CNIL... la Charte éthique européenne adoptée en 2018, les règles du « Digital market act » qui s'appliqueront à partir d'octobre 2022 et même les règles onusiennes qui se construisent petit à petit depuis quelques années ? Mais si les législations et les contrôles permettent de protéger les plus fragiles et d'éviter ou de réduire les abus, seule la maîtrise des outils par les utilisateurs eux-mêmes peut permettre de bénéficier des dimensions positives évoquées précédemment.

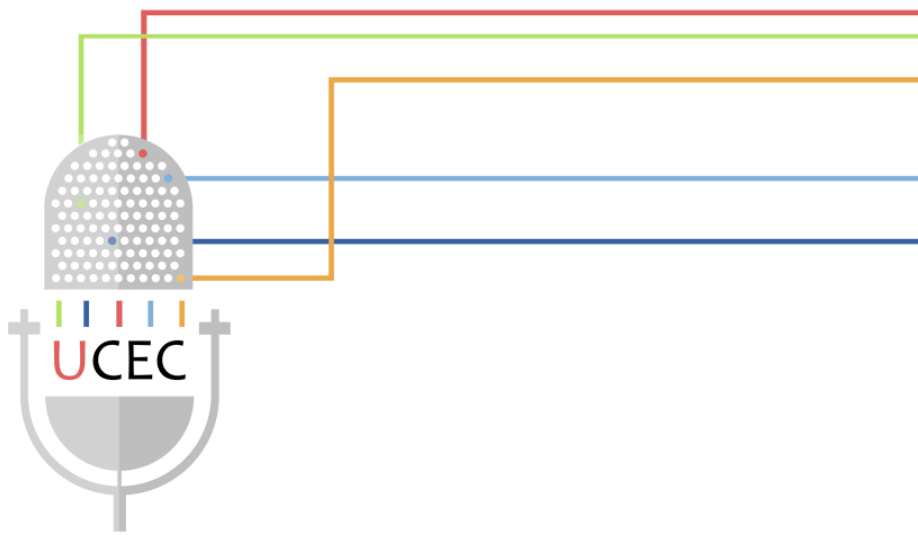
D'aucuns peuvent penser qu'en 30 années de développement de l'internet et 50 années de diffusion des outils informatiques, la question de la formation aux usages ne devrait plus se poser. Or il n'en est rien. Comme nous l'évoquions précédemment, les technologies façonnent les hommes, c'est-à-dire les tâches qu'ils peuvent accomplir, les relations qu'ils entretiennent entre eux et ce au rythme auquel ils se confrontent avec tous les outils numériques qui sont apparus au fil du temps. Les addictions au téléphone que vivent les adolescents attestent des difficultés vécues par ces jeunes pour s'intégrer dans un monde de relations humaines physiques et virtuelles équipées de multiples technologies et non pas d'une seule. Le refus de certains sexagénaires, lorsqu'ils peuvent y avoir accès, d'utiliser des outils numériques témoigne de la faiblesse des formations qui leur sont dédiés et des moyens mis à leur disposition. La création de méthodes de formation adaptées à la fois à l'évolution des outils et aux caractéristiques des personnes constitue dès lors un enjeu premier pour que le numérique puisse vraiment servir l'humain.

Pour conclure

Les outils numériques apparus au fil des 50 dernières années se sont sophistiqués et diffusés si rapidement que leur appropriation est souvent complexe et angoissante. Les plus simples d'entre eux, comme le téléphone mobile, font partie de notre quotidien et permettent d'enrichir les relations interpersonnelles et souvent de « servir l'humain ». Les autres, liés à l'usage d'internet, permettent une plus grande ouverture au monde, simplifient certains actes de la vie quotidienne, mais sont aussi potentiellement porteurs d'effets négatifs : absence de regard critique sur les « fake news », enfermement sur soi, inattention aux conséquences écologiques de leur emploi...

Pour que la balance avantages-inconvénients se rééquilibre, il ne suffit pas que ces outils deviennent des « biens communs » grâce à une gouvernance adaptée, et à un accès largement partagé grâce à des infrastructures de qualité. Il est nécessaire que chacun « fasse sa part », en se formant à leur usage et à leur usage éthique et en accompagnant ceux qui le découvrent. Mais il faut aussi ne pas oublier que le numérique n'est qu'un outil et qu'une relation humaine ne peut être complète sans rencontre physique.

Alors ? A vous... à nous de jouer ! Voilà le vrai défi !



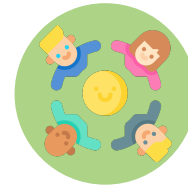
UNIVERSITÉ CHRÉTIENNE D'ÉTÉ DE CASTANET TOLOSAN



Réflexion



Débat



Convivialité

Depuis sa création en 2008 par Jean-Marc Gayraud, frère dominicain, l'UCEC propose chaque année, au début des vacances d'été et sur trois jours, une "Université d'Eté". Il s'agit d'un espace de conférences-débats qui se déclinent en 6 modules, où divers thèmes relatifs à des préoccupations actuelles sont traités. Plusieurs intervenants, reconnus pour leur compétence, sont invités pour l'occasion.

Cette démarche d'inspiration chrétienne se veut largement ouverte à toute confession et tout courant de pensée. Le propos est d'être un espace de débat, de confrontation d'idées et de points de vue différents. L'UCEC souhaite alimenter toute forme de questionnements contemporains en les reliant aux sources vives de la pensée chrétienne et de toute sagesse humaine.

Cette Université est ouverte gratuitement à tous. Un site "uceccastanet.com" sert de support de communication.

Un thème particulier est traité chaque année. La session 2022 a été construite autour du thème "Servir l'humain".